

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 103

16 janvier 2009

SOMMAIRE

Agralux S.A.	4898	Jena Investments Holding S.A.	4903
Ak Bars Finance S.A.	4898	Jena Investments S.A.	4903
Alize S.A.	4944	K&F Motorsport S.à r.l.	4931
B & C Consulting & Partners, S.à r.l.	4931	Lindau Investments Holding S.A.	4909
Brige S.A.	4901	Lindau Investments S.A.	4909
Capoffice S.A.	4933	Liskar Holding S.A.	4903
Cenissa S.à r.l.	4944	Liskar Holding S.A.	4902
Corestate Investments 1 Sàrl	4943	Liskar S.A.	4903
Côté Jardins s.à.r.l.	4943	Liskar S.A.	4902
Creabilis S.A.	4938	Luxdynamic S.A.	4930
Cuisines Oestreicher s.à.r.l.	4932	Maifren Holding S.A.	4909
Developole Holding S.A.	4901	Meubles Oestreicher S.à r.l.	4931
dfl Luxembourg Two S.à r.l.	4940	Nafcod S.A.	4898
Elements S.A.	4909	Nouvelle ALIMENT CENTRAL s.à.r.l. ...	4932
Fox International Channels Luxembourg S.à r.l.	4909	OCM Luxembourg Real Estate Investments II S.à.r.l.	4940
Hewlett-Packard Luxembourg Participations S.à r.l.	4899	Raysol Investments S.A.	4902
Hoffmann Josette S.à r.l.	4944	R & C & Partners S.A.	4899
Hoffmann-Schwall S.A.	4899	Rideaux, Tapis Oestreicher s.à.r.l.	4932
Hoffmann-Schwall S.A.	4899	Right Management Luxembourg S.A.	4901
Hoffmann-Schwall S.A.	4900	Semarra Holding S.A.	4901
Hoffmann-Schwall S.A.	4900	Semarra S.A.	4901
Holdvest SA	4900	SIL03 S. à r. l.	4911
Immobilière Peters Hosingen S.à r.l.	4931	Spark Engineering & Control S.A.	4933
Immobilière Virstaad, S.à r.l.	4932	Stodiek Beteiligung I S.à r.l.	4902
ING Office Real Estate Luxembourg S. à r.l.	4934	TIP Master Holdings (GBP) S.à r.l.	4898
International Sporting Travel S.A.	4900	Top Up TV International	4940
IRM Fund S.C.A.	4903	ZAMH Luxembourg S.à r.l.	4910
I.S.H. s.à.r.l.	4943	Zam Ventures Luxembourg II S.à r.l.	4910

Agralux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 14.153.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009001617/657/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05950. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

TIP Master Holdings (GBP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 123.135.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009001628/1463/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09475. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Ak Bars Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 110.829.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009001629/1463/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09478. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Nafcod S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 8.770.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009001633/657/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05958. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Hoffmann-Schwall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5888 Alzingen, 586, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 29.171.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 DEC. 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001632/717/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09506. - Reçu 78,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Hoffmann-Schwall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5888 Alzingen, 586, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 29.171.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 DEC. 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001630/717/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09508. - Reçu 84,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

R & C & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38-40, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 110.950.

Le bilan au 30 Juin 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19/12/2008.

Référence de publication: 2009001614/5878/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07465. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Hewlett-Packard Luxembourg Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 79.826.

Extrait des résolutions circulaires du conseil de gérance de la Société du 10 décembre 2008

Il résulte des résolutions circulaires du conseil de gérance de la Société du 10 décembre 2008 que l'adresse du siège social de la Société a été modifiée comme suit avec effet au 10 décembre 2008:

- Hewlett-Packard Luxembourg Participations S.à r.l.

Vegacenter

75 Parc d'Activités Capellen

L-8308 Capellen

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Max Kremer.

Référence de publication: 2009001741/250/18.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07587. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

International Sporting Travel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 46.907.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009001635/657/15.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05962. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Hoffmann-Schwall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5888 Alzingen, 586, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 29.171.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 DEC. 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001634/717/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09500. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Hoffmann-Schwall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5888 Alzingen, 586, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 29.171.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 DEC. 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001636/717/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09496. - Reçu 66,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Holdvest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 49.277.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009001645/657/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07493. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Brige S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 76.734.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 DEC. 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001639/717/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09492. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Right Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 28, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 39.128.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009001640/657/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07498. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Developole Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 99.712.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 DEC. 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001642/717/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09488. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

**Semarra S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Semarra Holding S.A.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 108.777.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009001644/717/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09495. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Raysol Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 83.589.

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 28 novembre 2008

Monsieur Serge KRANCENBLUM, diplômé M.B.A., né le 8 octobre 1961 à Metz, France, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Président du Conseil d'Administration. Il exercera ce mandat pour toute la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Fait à Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Certifié sincère et conforme
RAYSOL INVESTMENTS S.A.
Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009001745/795/18.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07553. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

**Liskar S.A., Société Anonyme,
(anc. Liskar Holding S.A.).**

Siège social: L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 78.628.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2009001657/1132/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07360. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Stodiek Beteiligung I S.à r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 113.244.

Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 14 novembre 2008

1. Monsieur Jean FELL a démissionné de son mandat de gérant.
2. Monsieur Pietro LONGO, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé gérant pour une durée indéterminée.
3. La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant demeurant au Luxembourg et d'un autre gérant.

Luxembourg, le 11/12/2008.

Pour extrait sincère et conforme
Pour STODIEK BETEILIGUNG I S.à r.l.
Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2009001823/29/21.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08051. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Liskar S.A., Société Anonyme,
(anc. Liskar Holding S.A.).
Siège social: L-1319 Luxembourg, 126, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 78.628.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2009001655/1132/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07355. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Jena Investments S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Jena Investments Holding S.A.).

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 108.677.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2009001654/717/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09485. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

IRM Fund S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 143.636.

STATUTS

L'an deux mil huit, le neuf décembre.

Pardevant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

(1) IRM Partners S.A., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à Luxembourg, représentée par Mme Sonja Bemtgen, licenciée en criminologie, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 9 décembre 2008; et

(2) SI.MA S.r.l., société de droit italien ayant son siège social à Florence, représentée par Mme Sonja Bemtgen, licenciée en criminologie, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 9 décembre 2008.

Lesquelles procurations après avoir été paraphées "ne varietur" resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte constitutif d'une société en commandite par actions (S.C.A.) qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Dénomination et forme. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions émises par la suite, une société en commandite par actions sous le nom de IRM Fund S.C.A.

La société en commandite par actions "IRM Fund S.C.A." sera désignée dans ces statuts (ci-après les "Statuts") sous le terme de "S.C.A.". Tous les documents établis par la S.C.A. et destinés à des parties tierces, tels que lettres, factures ou publications, doivent porter la raison sociale de la S.C.A suivi de "société en commandite par actions", l'adresse du siège

social de la S.C.A. et les initiales "R.C. S." suivi du numéro sous lequel la S.C.A est enregistrée auprès du registre des sociétés à Luxembourg.

Art. 2. Durée de la S.C.A. - dissolution. La durée de la S.C.A. sera de 10 ans à compter de la date de sa constitution à moins qu'elle ne soit dissoute auparavant.

La durée pourra être prorogée sous les mêmes conditions que les modifications statutaires.

En cas de retrait de l'Associé Commandité, la S.C.A. sera dissoute à la date de ce retrait, à moins qu'une personne ou une entité soit désignée en remplacement de l'Associé Commandité, une telle désignation devant intervenir selon les conditions requises pour la modification des statuts.

L'Associé Commandité sera supposé s'être retiré en tant qu'associé commandité à la date à laquelle l'Associé Commandité:

- a) est dissout et commence sa procédure de liquidation;
- b) se déclare volontairement insolvable;
- c) est déclaré en état de faillite ou déclaré insolvable, ou a introduit à l'encontre de cette déclaration une demande d'aide dans les procédures de faillite et d'insolvabilité;
- d) dépose une requête ou un mémoire recherchant pour lui-même toute réorganisation, tout accord, tout arrangement, tout réajustement, toute liquidation, toute dissolution, ou toute mesure d'aide sous tout statut, loi, règlement;
- e) dépose un mémoire ou un autre plaidoyer admettant ou restant en défaut de contester les allégations matérielles d'une requête déposée à son encontre dans toutes mesures de ce type;
- f) recherche, consent ou approuve la désignation d'un curateur, d'un administrateur judiciaire ou liquidateur de l'Associé Commandité.

En outre, la S.C.A peut être dissoute avec le consentement préalable écrit de l'Associé Commandité par une résolution des actionnaires adoptée selon la manière requise pour la modification des Statuts, comme le prescrit l'article 24 des Statuts ainsi que la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi).

Art. 3. Objet social. La S.C.A. a pour objet social la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères (ci-après les "Entreprises Cibles") et/ou des entreprises, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, des titres, obligations, billets ou de toutes autres valeurs de toute nature, et la détention, la gestion, le développement et l'administration de son portefeuille.

La S.C.A. peut poursuivre toute activité commerciale, industrielle et financière ou maintenir un établissement commercial ouvert au public. La S.C.A peut participer à la constitution et au développement de toute entreprise financière, industrielle ou commerciale au Grand-Duché du Luxembourg et à l'étranger et peut leur rendre toute assistance que ce soit au moyen de prêts, de garanties ou autres. La S.C.A. peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations.

En général, elle peut prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer des opérations qui semblent être utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la S.C.A. est établi à Luxembourg-Ville, au Grand-Duché du Luxembourg. Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Luxembourg, soit à l'étranger par une résolution de l'Associé Commandité.

Dans le cas où l'associé commandité constate que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ont eu lieu ou sont imminents lesquels pourraient compromettre l'activité normale de la S.C.A. au siège social, ou dans la communication aisée entre ce siège social et les personnes à l'étranger, le siège social pourra être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la S.C.A., qui, malgré ce transfert provisoire de son siège social, demeurera une S.C.A. Luxembourgeoise.

Art. 5. Capital

5.1. Le capital souscrit (ci-après "le capital souscrit") de la S.C.A. est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) consistant en actions A et en actions B, d'une valeur nominale de 10 euros (dix euros) chacune, ayant respectivement les droits mentionnés au point 5.3 ci-dessous.

5.2. Le capital autorisé est fixé à EUR 50.000.000 (cinquante millions d'euros) consistant en actions A et B.

L'Associé Commandité est, par les présentes, autorisé et chargé de rendre effective cette augmentation de capital, en tout ou en partie, de temps à autre, durant une période commençant à la date de constitution et expirant le 9 décembre 2013. L'Associé Commandité décidera d'émettre des actions représentant cette augmentation totale ou partielle des actions autorisées qui n'ont pas encore été souscrites et acceptera une souscription à ces actions.

L'Associé Commandité est, par les présentes, autorisé et chargé de déterminer les conditions s'attachant à toute souscription, paiement ou autre, ou il peut prendre la résolution de temps à autre, d'effectuer cette augmentation du capital totale ou partielle par la conversion de tout bénéfice net de la S.C.A en capital et l'attribution d'actions entièrement libérées aux actionnaires au lieu de dividendes. En tout cas, la somme du capital social et les primes des actions ne pourra

en aucun cas dépasser le montant de l'engagement financier total (comme défini dans la liste des définitions annexées à la présente sub. A)

Chaque fois que l'Associé Commandité agira afin de rendre effective l'augmentation du capital, comme cela est autorisé, l'article 5.1. des Statuts sera modifié de façon à faire refléter cette augmentation du capital social. L'Associé commandité délèguera toute personne afin d'effectuer toutes les démarches nécessaires dans le but d'obtenir l'exécution et la publication de cette modification. Lors de la réalisation de cette augmentation de capital et conformément à l'article 32-3/5 de la Loi, l'Associé Commandité est autorisé à supprimer ou à limiter au droit de souscription préférentiel réservé aux actionnaires existants pendant la période d'autorisation susmentionnée.

5.3. Toute somme, considérée avant tout impôt applicable et toute retenue d'impôt, distribuée sous tout titre que ce soit par la société à ses actionnaires (à titre d'exemple: tout remboursement du capital et de financement d'actionnaires, tout bénéfice d'exploitation, toute réduction du capital, tout produit de liquidation, toute affectation d'actif) (le "Dividende") sera distribué suivant les conditions suivantes:

a) L'IRR sera calculé en tenant compte tout cash flow positif et négatif avant application d'un quelconque impôt ou retenue à la source en relation avec ces cash flow;

b) Au cas où l'IRR est inférieur ou égal à 6% (six pourcent), les dividendes seront versés aux détenteurs d'actions A jusqu'à ce qu'ils aient reçu le capital versé et un IRR de 6% (six pourcent) ("Taux Etalon").

c) Dès que les propriétaires d'actions A ont reçu le paiement du Capital Investi et le Taux Etalon, tout Dividende ultérieur disponible sera payé comme suit:

(i) 80% (quatre-vingt pour cent) aux actionnaires qui détiennent les actions A, et

(ii) 20% (vingt pour cent) aux actionnaires qui détiennent les actions B.

d) Dès que les propriétaires d'actions A ont reçu le paiement du Capital Investi et un taux IRR de 25%, tout Dividende ultérieur disponible sera payé comme suit:

(iii) 75% (soixante-quinze pour cent) aux actionnaires qui détiennent les actions A, et

(iv) 25% (vingt-cinq pour cent) aux actionnaires qui détiennent les actions B.

5.4. Les distributions en nature seront réalisées selon les règles suivantes et en tout cas de manière que les détenteurs des actions A, ainsi que les détenteurs des actions B, reçoivent des actifs dont la valeur globale est égale au montant qu'elles seraient autorisées à recevoir en cas de distribution en espèces:

a) dans la mesure où cela concerne des actifs qui ont été cotés sur une bourse de valeurs reconnue ou sont cotés ou négociés pendant au moins 6 (six) mois sur un marché qui, de l'avis de l'Associé Commandité, est un marché approprié et suffisamment liquide sur des valeurs pertinentes, sur base de la moyenne de la valeur marchande des actions des Entreprises Cibles durant les 20 (vingt) jours ouvrables précédant la date à laquelle la distribution en nature sera décidée, telle qu'établie par une Banque d'Affaires de premier plan, désignée selon les dispositions ci-dessous,

b) dans la mesure où cela concerne les actifs non cotés, sur base de la juste valeur marchande de l'Entreprise Cible pertinente.

(i) La juste valeur marchande sera déterminée, en référence au moment auquel la distribution en nature sera effectuée, par l'une des Banques d'Affaires de premier plan devant être désignée par l'Associé Commandité avec l'approbation d'Investisseurs représentant au moins 51% (cinquante et un pour cent) du capital nominal à la date en question et, en cas de défaut d'approbation, par le Président de la Chambre Internationale de Commerce de Paris, à la demande de l'Associé Commandité.

(ii) La Banque d'Affaires qui sera désignée sera habilitée à établir, aux frais de la S.C.A., la juste valeur marchande de l'Entreprise Cible appropriée et de notifier cette détermination à l'Associé Commandité, dans un délai de 45 (quarante cinq) jours ouvrables depuis sa désignation.

5.5. Toute prime d'émission pourra être distribuée par l'assemblée générale des actionnaires selon les mêmes formalités qu'une réserve libre à la classe des actionnaires qui ont contribué à la constituer.

5.6. La S.C.A. ne reconnaîtra qu'un seul détenteur par action. Dans le cas où une action est détenue par plus d'une personne, la S.C.A. a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant le seul détenteur vis-à-vis de la S.C.A.

5.7. Toutes les actions de la S.C.A. sont et continueront à être nominatives.

Un registre des actionnaires sera conservé au siège social de la S.C.A.. Ce registre indiquera le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions détenues par lui, les montants versés sur chaque action, le transfert des actions et les dates de ces transferts.

Art. 6. Transfert d'actions

6.1 Les transferts d'actions A, ainsi que les droits de souscription, warrants ou obligations convertibles émis par la S.C.A. ou toutes autres valeurs ou droits émis, autorisés ou délivrés par la S.C.A. donnant le droit de vote aux valeurs de la S.C.A. (ci-après, les Actions) aux parties tierces sont soumis au consentement de l'Associé commandité et au droit de préemption en faveur des Associés Commanditaires (comme défini à l'annexe A) selon les modalités et les conditions suivantes.

6.2 Aux fins de l'article 6, un transfert d'actions (ci-après, le "Transfert") signifiera, toutes opérations autres que les transferts mentionnés à l'article 6.3. ci-dessous qui a comme objectif ou conséquence qu'un droit de propriété dans les actions est transféré, avec ou sans rémunération.

6.3 Le droit de préemption ne s'applique pas, en ce qui concerne un Associé Commanditaire, pour tous les transferts à (i) toute entité, y compris toute personne, qui détient plus de 50% du capital social et des droits de vote de cet associé commanditaire, ou (ii) toute entité dans laquelle cet associé commanditaire détient plus de 50% du capital social et des droits de vote, ou (iii) toute entité sous détention commune pour plus de 50% du capital social et des droits de vote avec cet associé commanditaire (ci-après, une "Entité Affiliée") aussi longtemps que l'Entité Affiliée demeure affiliée et qu'il est prévu que le cessionnaire soit obligé de retransférer les actions au cédant au moment ou il cesse d'être une Entité Affiliée du cédant.

6.4 Tout Associé Commanditaire qui souhaite transférer toutes ou partie de ses actions (ci-après un "Cédant") à un cessionnaire de bonne foi (ci-après un "Cessionnaire") le notifiera à l'Associé Commandité par lettre recommandée avec accusé de réception. La notification (ci-après "Notification d'aliénation") devra mentionner les informations suivantes:

- a) le nombre d'actions qu'il a l'intention de transférer (les "Actions Offertes"),
- b) l'identité du Cessionnaire proposé,
- c) les modalités et conditions y compris le prix d'achat en espèce proposé pour les Actions, sous lequel le Cédant propose de transférer ses Actions au Cessionnaire,
- d) la confirmation de l'intention du Cessionnaire en question à conclure l'"Investment and Shareholders Agreement" (le "ISA") souscrit par les Actionnaires de la Société et supposé être à tous égards un investisseur aux termes de l'I.S.A..

L'Associé Commandité informera immédiatement tous les autres Associés Commanditaires en leur envoyant cette Notification d'Aliénation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.5 Dans un délai de 15 (quinze) jours ouvrables à partir de la réception de la Notification d'Aliénation, tout Associé Commanditaire qui a l'intention d'exercer le droit de préemption le notifiera au Cédant par lettre recommandée avec accusé de réception (ci-après "Notification de préemption"), contenant une déclaration inconditionnelle d'acheter toutes (et pas moins que toutes) les Actions Offertes conformément aux modalités et conditions indiquées dans la Notification d'Aliénation.

A cet égard, il est entendu que la Notification de Préemption ne devra pas apparaître comme une acceptation irrévocable de la Notification d'Aliénation dans le cas où il prévoit des termes et conditions distinctes de celles prévues dans la Notification d'Aliénation, ou prévoit seulement un achat partiel des actions offertes.

Lorsque le droit de préemption sera exercé par plus d'un des Autres Actionnaires, les Actions Offertes seront attribuées en proportion du nombre d'actions de la même classe des Actions Offertes respectivement détenues par chacun des Autres Actionnaires exerçant le droit de préemption.

Tout Autre Actionnaire qui exerce le droit de préemption payera au Cédant le prix d'achat des Actions Offertes selon les mêmes modalités de paiement proposé par le Cessionnaire. Lorsque les Autres Actionnaires n'envoient pas de Notification de Préemption ou ne l'expédie pas conformément aux modalités prévues dans la Notification d'Aliénation, ou ne payent pas le prix d'achat des Actions Offertes conformément aux modalités de paiement proposé par le Cessionnaire, le droit de préemption sera considéré comme ne pas avoir été exercé.

6.6 Si aucun Associé Commanditaire ne notifie son exercice du droit de préemption dans les périodes de temps formulées au paragraphe 6.5, l'Associé Commanditaire indique qu'il approuve le Cessionnaire en question, signalera au Cédant qu'il est libre de transférer les actions non préemptées au Cessionnaire proposé dans les termes et conditions proposés.

6.7 Toute notification prévue sous l'article 6 sera considérée comme avoir été donnée à la date à laquelle la notification a été reçue par l'Associé Commanditaire comme indiqué dans la notification.

Art. 7. Rachat d'actions. La S.C.A. est autorisée à racheter ses propres actions dans les limites fixées par l'article 49-2 de la Loi.

Tout rachat sera considéré comme une distribution dans le contexte de la détermination des droits des détenteurs d'actions B et les règles des Articles 5 et 17 leur seront applicables.

Art. 8. Responsabilité des actionnaires. Les détenteurs d'actions autres que celles de l'Associé Commandité ne sont responsables qu'à concurrence du montant de leur apport à la S.C.A.

La responsabilité de l'Associé Commandité sera illimitée, conformément à la Loi.

Art. 9. Assemblées des actionnaires

9.1. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit conformément à la loi du Luxembourg, à Luxembourg au siège social de la S.C.A., ou à tout autre endroit à Luxembourg comme peut le spécifier la convocation à l'assemblée le dernier jeudi du mois de mai à 17h.00. Si un tel jour n'est pas un jour ouvrable dans la Ville de Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées des actionnaires peuvent être tenues au lieu et à l'heure spécifiés dans les convocations d'assemblées respectives.

Toutes les assemblées générales seront présidées par l'Associé Commandité seront tenues selon les dispositions de la Loi.

9.2. Pour être valides, toutes les résolutions doivent être prises avec le vote favorable de l'Associé Commandité.

Dans tous les cas, les assemblées peuvent être tenues également par vidéo conférence ou par conférence call.

Art. 10. Avis, quorum, mandats, majorité. Les délais et les règles de quorum requis par la Loi s'appliqueront aux assemblées d'actionnaires de la S.C.A., ainsi qu'à la tenue de ces assemblées, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement ici.

Chaque action donne droit à un vote. Un actionnaire peut être représenté à toute assemblée des actionnaires en désignant une autre personne en tant que mandataire par lettre, par télécopie, par câble, par télégramme ou par télex.

Sauf stipulations contraires de la Loi, les décisions prises par l'assemblée générale annuelle ou ordinaire des actionnaires, dûment convoquée seront prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants, indépendamment de la proportion du capital représenté.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier les Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie une nouvelle assemblée des actionnaires peut être convoquée, dans les formes prévues par la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée des actionnaires délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées des actionnaires, les résolutions pour être approuvées devront réunir une majorité de deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires.

L'assemblée générale ne fait et ne ratifie les actes qui intéressent la société à l'égard des tiers ou qui modifient les statuts que d'accord avec l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies par les Actionnaires pour qu'ils participent à toute assemblée des actionnaires.

Art. 11. Convocations des Assemblées Générales. Les assemblées des actionnaires seront convoquées par l'Associé Commandité par convocations indiquant l'ordre du jour et envoyé par lettre recommandée au moins 8 jours avant l'assemblée à chaque Actionnaire à l'adresse de l'Actionnaire inscrite dans le registre des Actionnaires.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires et s'ils affirment qu'ils ont été informés de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 12. Pouvoirs de l'assemblée des actionnaires. Toute assemblée d'actionnaires de la S.C.A. régulièrement constituée représentera entièrement les actionnaires de la S.C.A.

Art. 13. Administration. La S.C.A. sera administrée par l'Associé Commandité qui sera l'associé qui sera personnellement, conjointement et solidairement responsable de la S.C.A. pour toutes les dettes qui ne peuvent être honorées par les actifs de la S.C.A. IRM Partners S.A. est et restera l'Associé Commandité pour la durée de la S.C.A., sous réserve des dispositions de l'Article 2 ci-dessus.

L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus larges pour exécuter tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la S.C.A. qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par ces Statuts à l'Assemblée des Actionnaires.

Art. 14. Signature autorisée. La S.C.A. sera liée par la signature de l'Associé Commandité ou par les signatures individuelles ou conjointes de toutes autres personnes à qui l'autorité aura été déléguée par l'Associé Commandité.

Art. 15. Remplacement de l'associé commandité. Suite à une condamnation définitive de l'Associé Commandité pour avoir créé des dommages à la S.C.A. pour fraude, grosses négligences, mauvaise conduite volontaire, mauvaise foi dol ou mépris de ses responsabilités, l'Assemblée générale de la S.C.A. peut décider de révoquer l'Associé Commandité.

Art. 16. Année comptable - comptes. L'année comptable de la S.C.A. commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Les comptes de la S.C.A. seront exprimés en euros.

Art. 17. Affectation des bénéfices. Des bénéfices annuels nets de la S.C.A., il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que cette réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit par la S.C.A. comme le stipule l'article 5 tel qu'augmenté ou réduit de temps à autre.

L'Associé Commandité établira la façon dont les bénéfices nets annuels restants seront distribués et décidera de verser des dividendes, à sa discrétion, convenant au mieux à l'objectif de la société et à la politique de la S.C.A.

Les dividendes peuvent être payés en euro ou en toute autre monnaie déterminée par l'Associé Commandité et ils peuvent être versés aux lieux et dates pouvant être déterminés par l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité peut décider de verser des dividendes intérimaires sous les conditions et sous les limites fixées par la loi du Luxembourg.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La S.C.A. peut être volontairement dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires avec le consentement de l'Associé Commandité. En outre, en cas de retrait de l'Associé Commandité, comme défini à l'article 2 des statuts et sauf pour la désignation d'un nouvel Associé Commandité, le retrait de l'Associé Commandité impliquera nécessairement que la S.C.A. soit dissoute. En cas de retrait de l'Associé Commandité sans désignation d'un nouvel Associé Commandité, les Actionnaires tiendront une assemblée générale pour prendre acte de la dissolution de la S.C.A. et pour déterminer toute mesure pertinente en ce qui concerne la liquidation de la S.C.A. La liquidation sera menée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des entités juridiques) désignées par l'assemblée des actionnaires qui déterminera aussi les pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 19. Réviseur d'entreprise. Les comptes annuels de la S.C.A. seront surveillés par un réviseur d'entreprise qui assume les devoirs et les responsabilités fixées par la Loi. Le réviseur d'entreprise sera nommé par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une durée allant jusqu'à 6 ans, cette durée étant renouvelable.

Le mandat du réviseur d'entreprise peut être révoqué conformément aux dispositions de la loi.

Art. 20. Modifications. Ces Statuts peuvent être modifiés de temps à autre par une décision de l'assemblée des actionnaires, prise conformément aux dispositions des articles 10 et 11 ci-dessus.

Dispositions transitoires:

Le premier exercice de la S.C.A. commencera à la date de constitution de la S.C.A. et prendra fin le 31 décembre 2009.

Souscription et Paiement

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

Nom du souscripteur	Nombre d'actions souscrites
(1) IRM Partners S.A., l'associé commandité	3.099 actions B
(2) SI.MA. S.r.l., l'associé commanditaire	1 action A

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille quatre cents euros (EUR 1.400.-).

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L - 1331 Luxembourg
2. Est appelé aux fonctions de réviseur d'entreprise H.R.T. Révision S.A., 23, Val Fleuri, L - 1526 Luxembourg
3. La durée du mandat du réviseur d'entreprise viendra à échéance à l'assemblée générale à tenir en 2010 approuvant les comptes au 31 décembre 2009

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes;

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. Bemtgen et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg AC, le 17 décembre 2008. LAC/2008/50893. Reçu cent cinquante-cinq euros, Eur 0,5% = 155,00

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009001762/5770/303.

(080190814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Elements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 102.744.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2009001653/1132/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07376. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

**Lindau Investments S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Lindau Investments Holding S.A.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 108.919.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009001651/717/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09487. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Maifren Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 71.618.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue à Luxembourg en date du 24 novembre 2008

L'Assemblée prend acte de la démission du Commissaire aux comptes, MAZARS et nomme avec effet immédiat, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, la société anonyme AUDITEURS & ADMINISTRATEURS ASSOCIES, avec siège social au 32, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick ROCHAS

Administrateur

Référence de publication: 2009001836/657/16.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07474. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Fox International Channels Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 104.371.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 10 décembre 2008

1. Monsieur Carl SPEECKE a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.

2. Monsieur Benoît NASR, administrateur de sociétés, né à Charleroi (Belgique), le 26 mai 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé gérant de catégorie A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale de 2012.

3. Monsieur Raymond PARRISH a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

4. Monsieur Hernan Santiago LOPEZ, administrateur de sociétés, né à Buenos Aires (Argentine), le 8 juillet 1970, demeurant à Los Angeles, Californie 90025 (Etats-Unis d'Amérique), 1440 South Sepulveda Boulevard, third Floor, a été nommé gérant de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale de 2012.

Luxembourg, le 11/12/2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Fox International Channels Luxembourg S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009001824/29/23.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08050. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Zam Ventures Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 130.494.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 1^{er} décembre 2008

1. Monsieur Sinan SAR a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

2. Monsieur Eric MAGRINI, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

3. Monsieur Pietro LONGO, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

4. Le nombre des gérants a été augmenté de 5 à 6.

Luxembourg, le 11/12/2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ZAM VENTURES LUXEMBOURG II S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009001822/29/23.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08052. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

ZAMH Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 130.495.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 1^{er} décembre 2008

1. Monsieur Sinan SAR a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

2. Monsieur Eric MAGRINI, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée,

3. Monsieur Pietro LONGO, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

4. Le nombre des gérants a été augmenté de 5 à 6.

Luxembourg, le 11/12/2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ZAMH Luxembourg S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009001820/29/23.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08054. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

SIL03 S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 94.265.

L'an deux mil huit, le trois décembre.

Par devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "SIL03 S.A.", ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 94.265, constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 19 juin 2003, publié au Mémorial C numéro 798 du 30 juillet 2003.

L'assemblée est présidée par Madame Vania BARAVINI, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président désigne comme secrétaire Madame Sonia BOULARD, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 450 (quatre cent cinquante) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 45.000 sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transformation de la société anonyme de droit luxembourgeois en société à responsabilité limitée et changement de la dénomination sociale de la société qui se dénommera "SIL03 S.à r.l.";

2. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour et nomination d'un nouveau gérant de la société.

3. Transfert du siège social et statutaire de la société de L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle à I-20065 Inzago (MI), Via Marconi n. 12 et adoption par la société à responsabilité limitée de la nationalité italienne sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

4. Approbation d'une situation comptable intérimaire arrêtée au 3 décembre 2008.

5. Démission du gérant actuellement en fonction et décharge à lui accorder pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

6. Changement de la dénomination sociale de société qui se dénommera "SIL03 S.r.l."

7. Nomination de Monsieur Luciano MAPELLI, né à Inzago (MI), le 14 juin 1949, demeurant à INZAGO (MI), Vicolo Copernico n. 10, codice fiscale n° MPL LNM 49H14 E317Y, en qualité de gérant unique.

8. Refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne.

9. Délégation de pouvoirs.

10. Radiation de la société du Registre de Commerce et des Sociétés dès que la société aura été inscrite auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

11. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer la forme de "SIL03 S.A." laquelle de société anonyme devient société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois.

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société en "SIL03 S.à. r.l." et d'arrêter les statuts de la société comme suit:

"Statuts

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de "SIL03 S. à r. l.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 45.000 (quarante-cinq mille euros) représenté par 450 (quatre cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un gérant, associé ou non, nommé par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur."

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

L'assemblée décide de nommer en qualité de nouveau gérant de la société, Monsieur John SEIL, licencié en sciences économiques appliquées, né le 28 septembre 1948, demeurant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Troisième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social et statutaire de la société de L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle à I-20065 Inzago (MI) Via Marconi n. 12 et de lui faire adopter la nationalité, le statut et la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien, le tout sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune part sans droit de vote n'a été émise par la Société et que la décision de changement de nationalité est prise à l'unanimité des associés existants.

Elle constate également:

- que le droit d'apport ainsi que tous les autres impôts prévus par la loi luxembourgeoise ont été dûment payés aux autorités compétentes;

- que la société a respecté toutes les dispositions fiscales prévues par la loi luxembourgeoise;

- que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'Assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'approuver une situation comptable intérimaire de la société arrêtée au 3 décembre 2008 telle qu'elle a été rédigée par le gérant unique en fonction avant le transfert du siège social de la société.

Une copie de cette situation comptable, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour en faire partie intégrante.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission du gérant actuellement en fonction et de lui accorder décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Sixième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société italienne en "SIL03 S.r.l."

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer, pour une durée indéterminée avec les pouvoirs lui conférés par les statuts, sauf révocation ou démission Monsieur Luciano MAPELLI, né à INZAGO (MI), le 14/06/1949, demeurant à INZAGO (MI), VICOLO COPERNICO N. 10, codice fiscale n° MPL LNM 49H14 E317Y, comme gérant unique ("amministratore unico") de la société.

Enfin l'assemblée décide que les émoluments du gérant unique seront fixés en accord avec les tarifs en vigueur en Italie et applicables aux experts comptables.

Huitième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne, et de leur donner la teneur suivante:

STATUTO

Titolo I. Denominazione- Oggetto - Sede - Durata

1) Denominazione . E' costituita una società a responsabilità limitata denominata:

"SIL03 S.R.L."

2) Sede. La società ha sede legale in Italia, nel Comune di Inzago (MI)

La società potrà trasferire la sede sociale, purché nell'ambito dello stesso comune, con delibera dell'organo amministrativo.

Essa potrà istituire altrove sedi amministrative, succursali, rappresentanze, depositi e stabilimenti, anche in Paesi diversi dall'Italia.

Il domicilio dei soci per quello che concerne i loro rapporti con la società a tutti gli effetti di legge sarà quello risultante dal libro dei soci.

3) Oggetto. La società ha per oggetto l'attività di acquisto, la vendita e la gestione di partecipazioni immobiliari, la costruzione e la vendita di immobili nonché la gestione degli stessi. Potrà prendere in locazione finanziaria beni anche immobili e concedere in locazione (non finanziaria) i beni medesimi a terzi. La società potrà essere altresì intestataria di licenze commerciali e/o concessioni per esercizi aperti al pubblico per ristorazione, bar, intrattenimenti ricreativi, sportivi e culturali in genere e in tali ambiti potrà gestire direttamente o indirettamente attività di ristorazione e somministrazione di alimenti e bevande in pubblici esercizi.

Potrà prestare sia nei confronti delle partecipazioni sia nei confronti di terzi, tutti i servizi amministrativi, fiscali, finanziari, commerciali e di consulenza direzionale che le venissero richiesti esclusa ogni attività che richieda l'iscrizione agli albi professionali.

La società può, inoltre:

- compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari (con esclusione delle attività previste dalla legge 2 gennaio 1991 n.1) ed immobiliari, ritenute dall'organo amministrativo necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale;

- assumere, in via non prevalente, sia direttamente che indirettamente, interessenze e partecipazioni in altre società od imprese aventi oggetto analogo od affine o connesso al proprio e purché, per la misura e per l'oggetto della partecipazione, non ne risulti sostanzialmente modificato l'oggetto sociale determinato dallo statuto, e, comunque, con esclusione di assunzione di partecipazioni in altre imprese comportante una responsabilità illimitata per le obbligazioni delle medesime;

- concedere garanzie reali e fideiussioni a favore di terzi anche per conto e a garanzia di obbligazioni di terzi, con espressa esclusione delle attività regolamentate dalla legge 5 luglio 1991 n.197, in particolare dell'attività svolta nei confronti del pubblico e di quelle riservate agli intermediari finanziari di cui all'art.106 del decreto legislativo 1 settembre 1993 n.385.

4) Durata. La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2050, salvo proroga o anticipato scioglimento nei modi e termini di legge.

Titolo II. Capitale sociale e quote di partecipazione

5) Capitale sociale. Il capitale sociale è di EURO 45.000,00 (quarantacinquemila/00).

Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica e quindi beni in natura, crediti, ma anche prestazioni d'opera, di servizi o di vantaggi a favore della società garantite da polizza assicurativa o da fideiussione bancaria che, in qualsiasi momento, possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società.

6) Aumento di capitale sociale e opzione dei soci. Il capitale potrà essere aumentato, conformemente alle disposizioni di legge in materia, in forza di deliberazione dell'Assemblea dei soci da adottarsi con le deliberazioni maggioranze previste per le modifiche dell'atto costitutivo.

In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute.

Il diritto di sottoscrivere le quote di nuova emissione deve essere esercitato dai soci entro 30 gg. dal ricevimento della comunicazione inviata dalla società a ciascun socio recante la comunicazione che l'aumento di capitale può essere sottoscritto.

I soci possono decidere con le maggioranze previste per le decisioni che comportano modifiche dell'atto costitutivo che la sottoscrizione delle quote emesse in sede di aumento del capitale sociale sia riservata a terzi estranei alla compagine sociale; in tal caso spetta ai soci dissenzienti il diritto di recesso di cui all'art. 2473 del Codice Civile.

7) Versamenti e finanziamenti dei soci. La società ha la facoltà di raccogliere presso i propri soci, nel rispetto delle leggi e dei regolamenti vigenti, i fondi necessari per il conseguimento dell' oggetto sociale.

Tali fondi potranno essere acquisiti a titolo di finanziamento, fruttifero o infruttifero, con obbligo di restituzione, fatta salva la postergazione di cui all'art. 2467 del codice civile, o a titolo di versamento in conto capitale infruttifero ai sensi dell' art. 43 D.P.R. 22 dicembre 1986 n. 917 da effettuarsi in proporzione alle quote possedute con possibilità dei soci di trasferire gli stessi ad aumento del capitale sociale.

8) Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito ai sensi dell'art. 2483 del Codice Civile, con decisione dei soci adottata con il voto favorevole dei soci che rappresentano il 51% del capitale sociale.

Con la decisione dell'emissione dovranno essere stabilite le relative modalità; tali modalità potranno essere modificate successivamente solo con il consenso della maggioranza dei possessori dei titoli.

La decisione di emissione dei titoli dovrà essere iscritta a cura degli amministratori nel Registro delle Imprese.

9) Quote di partecipazione. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Le partecipazioni sono determinate in proporzione ai conferimenti effettuati.

E' consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti.

10) Trasferimento delle quote di partecipazione.

Trasferimento - Diritto di prelazione

In caso di trasferimento di quote sociali spetta agli altri soci il diritto di prelazione a parità di condizioni. Per trasferimento si intende qualsiasi negozio a titolo oneroso, concernente la piena proprietà, o la nuda proprietà, o l'usufrutto di dette quote, in forza del quale si consegna, in via diretta o indiretta, il risultato del mutamento di titolarità di dette quote.

E' escluso il diritto di prelazione nei seguenti trasferimenti:

- a) ad altri soci purché iscritti a libro soci da almeno 2 anni;
- b) al coniuge e ai parenti entro il 3° grado;
- c) in caso di intestazione fiduciaria nei confronti sia della fiduciaria che del fiduciante, e all'interessato compete l'onere di provare il relativo rapporto sottostante a società controllate, controllanti o collegate della società alienante.

Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato nel termine di un mese dal ricevimento della comunicazione a mezzo lettera raccomandata R.R. con la quale il socio che intende trasferire le proprie quote precisa il nome dell' acquirente, il prezzo e le modalità della cessione e del pagamento.

Nel caso di esercizio del diritto di prelazione da parte di più soci la partecipazione sarà assegnata in proporzione alle quote di partecipazione possedute da ciascuno degli esercitanti il diritto.

Le quote possono essere oggetto di diritto di pegno, o altro vincolo in funzione di garanzia, a condizione che il diritto di voto permanga al socio.

Trasferimento - Clausola di gradimento

Nel caso in cui non vi sia il diritto di prelazione per gli altri soci, o tale diritto non sia stato esercitato, il trasferimento a terzi delle quote sociali per atto tra vivi è comunque subordinato al gradimento espresso dai soci con la maggioranza del 51% del capitale sociale, non computandosi la quota di partecipazione del socio uscente.

Le condizioni e i limiti che devono sussistere per l'espressione del gradimento di cui al comma precedente sono i seguenti:

1. situazione di concorrenza da parte del terzo candidato acquirente;
2. situazione di conflitto di interessi tra la società ed il terzo candidato acquirente;
3. possibilità che il terzo candidato acquirente acquisisca posizione di controllo della società o produca effetto dominante;
4. onorabilità del terzo candidato acquirente nell'ipotesi di persona fisica;
5. professionalità e competenza nel settore di attività della società.

Tali condizioni devono intendersi indicative e non esaustive poiché il non gradimento del candidato acquirente deve, comunque, essere motivato nel principio della tutela dell'interesse generale della società.

Non sono sottoposti a giudizio di gradimento i trasferimenti che avvengano a favore degli stessi soggetti per i quali è escluso l'esercizio del diritto di prelazione.

Il giudizio di gradimento dovrà essere comunicato da parte dell'organo amministrativo, se delegato, all'uopo dai soci, o dai soci stessi nel termine di un mese dal ricevimento della comunicazione a mezzo lettera raccomandata R.R. con la quale il socio che intende trasferire le proprie quote precisa il nome dell'acquirente, il prezzo e le modalità della cessione e del pagamento.

Se il gradimento viene negato senza motivazioni, al socio alienante compete il diritto di recesso, da esercitarsi ai sensi dell'art. 2473 del Codice Civile.

11) Morte del socio. In caso di morte di un socio è data facoltà agli altri soci di continuare la società con gli eredi del socio defunto, ovvero di sciogliere la società, il tutto a seguito di decisione da adottarsi all'unanimità entro 60 gg dal decesso del socio. In ogni altro caso dovrà essere liquidata agli eredi la quota di partecipazione caduta in successione con le modalità, ove compatibili, previste dai presenti patti sociali per la determinazione e la liquidazione della quota in ipotesi di recesso.

Il relativo pagamento agli eredi del socio defunto dovrà essere effettuato, salvo diverso comune accordo, e entro 6 mesi dal decesso del socio.

12) Recesso del socio. Il diritto di recesso spetta al socio nei casi previsti all'art. 2473 del Codice Civile e negli altri casi previsti dalla legge.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di recesso dalla società, in relazione al disposto dell'articolo 2469, comma secondo c.c., concernenti l'introduzione, la modifica o la rimozione di divieti, condizioni o limiti alla trasferibilità delle partecipazioni, il diritto di recesso non può essere esercitato per i primi 24 mesi dalla costituzione della società o dalla sottoscrizione o acquisizione della partecipazione.

Il socio può recedere dalla società soltanto per l'intera quota di partecipazione.

Il socio che intende recedere deve comunicare la sua intenzione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata R.R. spedita entro 20 giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della decisione che lo legittima o dalla trascrizione della decisione nel libro dei soci o degli amministratori oppure dalla conoscenza del fatto che legittima il recesso del socio.

A tal fine l'organo amministrativo deve tempestivamente comunicare ai soci i fatti che possono dar luogo per i soci stessi al diritto di recesso.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro 30 giorni dalla data in cui la dichiarazione di recesso è pervenuta alla sede sociale, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

Per quanto riguarda il rimborso della quota e la determinazione del valore di essa si applicano le disposizioni di cui all'art. 2473 del Codice Civile.

Per la determinazione del valore di mercato, come definito dall'art. 2473, comma 3, da attribuire alla quota di partecipazione si assume il valore del Patrimonio netto incrementato dall'eventuale maggior valore, al netto della fiscalità latente, di beni immobili in proprietà e/o in leasing e dal valore dell'avviamento pari a 3 volte il margine operativo lordo (MOL) medio del triennio precedente

13) Esclusione del socio. Il socio può essere escluso dalla società al verificarsi delle seguenti circostanze, da intendersi quali fattispecie di giusta causa:

a) l'impossibilità o l'indisponibilità di eseguire la prestazione lavorativa o di servizi per il socio che ha effettuato uno specifico conferimento.

La dichiarazione di interdizione, inabilitazione o fallimento del socio;

la condanna del socio con sentenza irrevocabile alla reclusione per un periodo superiore ai cinque anni;

esercizio di un'attività concorrente con quella esercitata dalla società.

L'esclusione del socio è decisa dall'Assemblea dei soci con il voto favorevole dei soci che rappresentino il 75 % del capitale sociale, non computandosi la quota di partecipazione del socio della cui esclusione si tratta.

La delibera di esclusione deve essere comunicata al socio escluso mediante raccomandata R.R. e l'esclusione avrà effetto decorsi 20 giorni dal ricevimento della comunicazione suddetta.

Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione, per un valore da determinarsi con le stesse modalità previste per il socio recedente con esclusione del rimborso mediante riduzione del capitale sociale.

Titolo III. Decisioni dei soci

14) Competenze dei soci.

Sono riservate alla competenza dei soci:

- 1) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- 2) la nomina e la revoca degli amministratori;
- 3) nomina nei casi previsti dall'articolo 2477 dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- 4) le modificazioni dell'atto costitutivo;
- 5) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale determinato nell'atto costitutivo o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- 6) l'esclusione del socio.

I soci decidono, inoltre, sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

15) Modalità. Le decisioni dei soci sono adottate mediante consultazione scritta o dal consenso espresso ad eccezione di quelle di cui ai punti 4), 5) e 6) dell'articolo precedente per le quali si dovrà provvedere alla convocazione e riunione assembleare.

Se uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale lo richiedono la decisione dovrà essere adottata mediante deliberazione assembleare.

16) Partecipazione alle decisioni. Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni con voto da computarsi in misura proporzionale alla sua quota di partecipazione fatte salve le diverse attribuzioni conseguenti all'attribuzione di particolari diritti.

17) Assemblea dei soci - Costituzione e validità. L'Assemblea regolarmente costituita rappresenta l'universalità dei soci e le sue decisioni, prese in conformità alla legge ed al presente statuto, obbligano tutti i soci.

Essa potrà essere convocata anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia o in uno dei paesi dell'Unione Europea. È ammessa la possibilità che le assemblee si tengano per teleconferenza o videoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, nonché di ricevere, trasmettere e visionare documenti; verificandosi tali presupposti, l'assemblea si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente, luogo in cui deve pure trovarsi il segretario dell'assemblea, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del relativo verbale, nonché la trascrizione nel libro delle assemblee.

Saranno tuttavia validamente costituite le assemblee e adottate le relative deliberazioni, anche in assenza di formale convocazione, qualora sia rappresentato l'intero capitale sociale e siano presenti o informati tutti gli amministratori e sindaci e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

18) Assemblea dei soci - Convocazione. L'Organo Amministrativo convoca l'assemblea mediante raccomandata con ricevuta di ritorno, fax munito del rapporto di ricezione, posta elettronica contenente il dispositivo di conferma dell'avvenuta lettura nel computer del destinatario o altri eventuali metodi, purché la convocazione raggiunga il suo scopo almeno 8 giorni prima di quello fissato per la riunione e di ciò risulti prova.

L'organo amministrativo dovrà procedere, senza indugio, alla convocazione dell'assemblea quando ne faccia richiesta, con l'indicazione degli argomenti da trattare, uno o più soci che rappresentino almeno il 25% del capitale sociale.

In caso di inerzia dell'organo amministrativo che si sia protratta per oltre dieci giorni, l'avviso di convocazione può essere disposto e spedito dai soci che ne abbiano fatto richiesta.

19) Assemblea dei soci - Rappresentanza. I soci che abbiano diritto di intervenire all'assemblea possono farsi rappresentare, per delega scritta, da un altro socio o da terzi ai sensi articolo 2479 2479-bis, comma 2, del Codice Civile.

20) Assemblea dei soci - Presidenza. L'assemblea sarà presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore unico salvo che, su proposta di un socio o suo delegato, l'Assemblea, a maggioranza assoluta, decida di nominare un Presidente diverso anche non socio e non amministratore.

Il Presidente verifica la regolarità della costituzione, accerta la identità dei presenti e la loro legittimazione, regola lo svolgimento dei lavori ed accerta i risultati delle votazioni.

L'Assemblea nominerà inoltre un segretario anche non socio o amministratore al quale sarà attribuita la funzione di redazione del verbale.

21) Quorum costitutivi e deliberativi. L'Assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentano almeno il 51% del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta e, nei casi previsti dai numeri 4) e 5) dell'art. 14, paragrafo 1, con il voto favorevole dei soci che rappresentano almeno il 51% del capitale sociale.

22) Assemblea dei soci - Verbale dell'assemblea. Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da processo verbale firmato dal Presidente, dal segretario ed eventualmente dagli scrutatori. Nei casi di legge, ed inoltre quando il Presidente lo ritenga opportuno, il verbale sarà redatto da Notaio scelto dal Presidente.

23) Decisioni dei soci mediante consultazione scritta. Ogniqualvolta si adotti il metodo della decisione mediante consultazione scritta, l'Amministratore che intende proporre una data decisione formula detta proposta in forma scritta con un documento che illustri l'argomento oggetto della consultazione e le sue ragioni.

La trasmissione della richiesta di consultazione può avvenire con ogni sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, ivi compresi il fax e la posta elettronica, e deve essere diretta a tutti i soci, i quali, se intendono esprimere il loro parere, devono comunicarlo (con ogni sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, ivi compresi il fax e la posta elettronica) alla società la loro volontà espressa in forma scritta, entro il termine di 15 giorni.

La decisione si intende formata se, nel termine indicato nella richiesta, alla società sia pervenuto il pronunciamento dei soci che complessivamente rappresenti la quota di capitale prevista nell'articolo 21 precedente per le deliberazioni delle assemblee.

La decisione dei soci adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta senza indugio nel libro delle decisioni dei soci; il documento contenente la proposta di decisione e i documenti pervenuti alla società recanti l'espressione della volontà dei soci, vanno conservati in allegato al libro stesso.

Copia della decisione deve essere trasmessa al collegio sindacale se nominato.

24) Decisione dei soci mediante consenso scritto. Ogniquale si adotti il metodo della decisione mediante consenso espresso per iscritto, l'Amministratore che intende sottoporre un argomento alla decisione dei soci formula una proposta in forma scritta con un documento che illustri l'oggetto della proposta e le sue ragioni.

La trasmissione della proposta può avvenire con ogni sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, ivi compresi il fax e la posta elettronica, e deve essere diretta a tutti i soci, i quali, se intendono approvare o respingere la proposta, devono comunicarlo (con ogni sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, ivi compresi il fax e la posta elettronica) alla società la loro volontà espressa in forma scritta, entro il termine di 10 giorni.

La proposta si intende accolta e la decisione si intende formata qualora presso la sede sociale, nel termine indicato nella richiesta, pervenga la comunicazione di approvazione della proposta di tanti soci che rappresentino la maggioranza deliberativa prevista dal precedente articolo 21 per le deliberazioni dell'Assemblea.

Non si possono sommare tra loro consensi pervenuti nel termine successivo a quello indicato nella richiesta.

La decisione dei soci adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta senza indugio nel libro delle decisioni dei soci; i documenti pervenuti alla società recanti l'espressione della volontà dei soci, vanno conservati in allegato al libro stesso.

Titolo IV. Amministrazione

25) Amministratori. L'amministrazione della società è affidata ad un Amministratore Unico o ad un Consiglio di Amministrazione composto da un minimo di 3 membri e da un massimo di 7 membri.

Nell'ipotesi che sia affidata ad un Consiglio d'Amministrazione, l'amministrazione sarà esercitata congiuntamente.

Gli amministratori possono essere anche non soci, e dureranno in carica per il tempo stabilito dalla decisione dei soci al momento della nomina o in mancanza a tempo in indeterminato sino a revoca o dimissioni.

I soci possono assegnare agli amministratori delle indennità e/o emolumenti annuali nonché una indennità di fine rapporto da accantonare anno per anno a partire dall'esercizio in cui viene decisa.

Il Consiglio di Amministrazione elegge al proprio interno il Presidente, se questi non è nominato con decisione dei soci.

Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal collegio sindacale, se, nominato, purché la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea.

Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla successiva assemblea.

Se viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea, quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea perché provveda alla sostituzione dei mancanti o alla nomina di un nuovo organo amministrativo anche con l'esclusione di quelli rimasti in carica.

Agli amministratori rimasti in carica è affidata la gestione ordinaria della società sino alla nomina dei nuovi amministratori o del nuovo organo amministrativo.

Gli amministratori nominati ai sensi del comma precedente, in sostituzione di quelli venuti a mancare, scadono insieme con quelli in carica all'atto della loro nomina.

26) Amministrazione. Le riunioni del Consiglio avranno normalmente luogo presso la sede sociale e saranno convocate mediante lettera raccomandata, fax o altro documento ritenuto idoneo da spedirsi dal Presidente almeno cinque giorni prima della riunione e contenente l'elenco delle materie da trattare.

In caso di urgenza il Consiglio potrà essere convocato con lettera raccomandata, fax o altro strumento informatico riconosciuto dalla legge da consegnarsi almeno due giorni prima.

E' ammessa la possibilità che le riunioni si tengano per audio/videoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, nonché di ricevere, trasmettere e visionare documenti; verificandosi tali presupposti; la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente, luogo in cui deve pure trovarsi il segretario, onde consentire la stesura, e la sottoscrizione del relativo verbale, nonché la trascrizione nel libro delle decisioni del Consiglio d'amministrazione.

Le riunioni del Consiglio saranno valide qualora sia intervenuta la maggioranza degli amministratori in carica. Le deliberazioni saranno prese a maggioranza di voti tra gli intervenuti; in caso di parità di voti il voto del Presidente sarà determinante.

Saranno in ogni caso valide le riunioni del Consiglio di Amministrazione quando vi sia presente la totalità dei Consiglieri e del collegio sindacale se nominato.

Le riunioni e le deliberazioni del Consiglio verranno fatte constare nell' apposito libro verbali da redigersi dal Segretario scelto dal Consiglio di volta in volta anche fra persone esterne al Consiglio.

A meno che un uno o più amministratori non richiedano espressamente l'adozione della delibera attraverso adunanza collegiale, i membri del consiglio di amministrazione possono esprimere le proprie decisioni mediante consultazione scritta o consenso espresso per iscritto.

Per quanto riguarda le modalità di espletamento di tali forme deliberative, valgono le stesse indicazioni fornite in merito alle stesse forme nel caso di decisioni dei soci.

27) Poteri degli amministratori. L'organo amministrativo, gestisce l'impresa sociale e compie tutte le operazioni necessarie per il raggiungimento dell'oggetto sociale fatta eccezione per le decisioni sulle materie riservate ai soci dall'art. 2479 c.c. e dal presente statuto.

28) Rappresentanza. La legale rappresentanza della società nei confronti dei terzi e in giudizio spetta all' Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione e agli eventuali amministratori delegati nei limiti dei poteri ad essi attribuiti.

Il Consiglio d' Amministrazione potrà nominare uno o più consiglieri delegati, scegliendoli fra i suoi membri, determinandone i poteri e fissandone il compenso; le cariche di Presidente del Consiglio di Amministrazione e di Consigliere Delegato sono cumulabili.

L'Organo Amministrativo è autorizzato a nominare direttori e procuratori ad negotia per singoli atti o per ben determinate categorie di atti.

Titolo V. Controllo

29) Controllo dei soci. Il diritto di informazione e consultazione di cui al secondo comma dell'articolo 2476 C.C. deve essere esercitato dal socio richiedente con modalità operative tali da non arrecare nocumento alla normale attività della società.

A tal fine il socio che intende esercitare tale diritto dovrà darne preventiva comunicazione al legale rappresentante della società concordando la data dell'accesso ed indicando le generalità dell'eventuale professionista di fiducia, abilitato da iscrizione ad albo professionale, al quale viene delegata la funzione del controllo o l'assistenza del socio.

Qualora l'assemblea abbia nominato un Collegio Sindacale o un revisore contabile, la richiesta va comunicata anche all'organo di controllo, i cui membri hanno diritto ad assistere.

Il legale rappresentante della società dovrà dare corso alla richiesta non oltre i sei giorni lavorativi rispetto al momento in cui ha avuto conoscenza della medesima, salvo diverso accordo con il richiedente o qualora particolari ragioni tecniche lo richiedano, e comunque con tempi tali da non ostacolare il diritto del socio richiedente.

Al socio e/o al professionista delegato deve essere consentito il libero accesso a tutti i documenti sociali, alle strutture aziendali e deve essere consentito di verificare gli elementi raccolti anche con la necessaria verifica con i dipendenti dell'azienda.

L'accesso ed il controllo deve essere consentito durante le normali ore di attività.

La società può rifiutarsi di fornire le informazioni per le quali la legge prevede la riservatezza e quelle relative ad operazioni in corso il cui esito potrebbe esserne condizionato; di ciò, qualora richiesta, dovrà esserne resa espressa dichiarazione e motivazione in forma scritta.

La società può chiedere al socio il rimborso delle spese connesse con l'esercizio del diritto esercitato dal socio richiedente, ma in misura non superiore alle spese vive e alle spese dirette sostenute per i materiali e i servizi messi a disposizione, ovvero richiesti dal socio.

30) Collegio sindacale. La gestione della società è controllata da un Collegio Sindacale quando ne ricorrano i presupposti stabiliti dall' art. 2477 del codice civile. Il Collegio Sindacale è composto da tre membri effettivi e due supplenti.

31) Controllo contabile. Il controllo contabile della società, se ne ricorre l'obbligo, è esercitato dal Collegio Sindacale salvo che i soci decidano la nomina di un revisore contabile o di una società di revisione.

La facoltà alternativa come sopra attribuita ai soci non potrà, in ogni caso, comportare la revoca dell'incarico di controllo contabile e potrà essere esercitata solo in sede di rinnovo alla naturale scadenza.

32) Durata. I sindaci e l'eventuale revisore restano in carica un triennio e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico e sono rieleggibili.

33) Compensi. Ai componenti del Collegio Sindacale e dell'eventuale revisore spetta il compenso fissato dalle tariffe professionali.

Titolo VI. Esercizi sociali, Bilancio ed utili

34) Esercizi sociali. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

35) Bilancio di esercizio. Alla fine di ogni esercizio, l' organo amministrativo procederà alla formazione ed alla presentazione del Bilancio in conformità a quanto disposto dagli artt. 2423 e segg. del codice civile.

Il bilancio è presentato ai soci entro il termine di centoventi giorni dalla chiusura dell' esercizio sociale.

Nell'ipotesi che la società sia obbligata al bilancio consolidato oppure quando particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto lo richiedano, come previsto dall'art. 2364, comma 2, il bilancio potrà essere presentato nel maggior termine di centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

36) Utili. La decisione dei soci che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili, fatto salvo l'obbligo di accantonamento di una quota non inferiore al 5% degli stessi alla riserva legale sino a che la stessa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

Titolo VII. Scioglimento

37) Scioglimento. Oltre che per volontà dell'Assemblea dei soci, la società si scioglie:

- per il decorso del termine;
- per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità di conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata senza indugio, non deliberi le opportune modifiche statutarie;
- per l'impossibilità di funzionamento o per la continua e duratura inattività della Assemblea;
- per la riduzione del capitale sociale al di sotto del minimo legale, fatta salva la ricostruzione del capitale o la possibilità di trasformare la società;
- per l'impossibilità di rimborso al socio recedente;
- per le altre cause previste dalla legge;

Spetterà all'assemblea dei soci decidere lo scioglimento o accertare il verificarsi della causa di scioglimento, restando a carico dell'Organo Amministrativo l'onere dei relativi adempimenti pubblicitari.

Titolo VIII. Disposizioni generali

38) Computo dei termini. Tutti i termini previsti dal presente statuto sono da considerarsi facendo riferimento a giorni naturali e consecutivi e vanno computati con riferimento al concetto di "giorni liberi" con ciò intendendosi che non si riconsidera, al fine del valido decorso del termine prescritto, né il giorno "iniziale" né quello "finale"

39) Foro competente. Per qualunque controversia sorga in dipendenza di affari sociali o della interpretazione o esecuzione del presente statuto e che non sia sottoponibile ad arbitrato, è competente il foro del luogo ove la società ha la propria sede legale.

40) Rinvio. Per tutto quanto non è contemplato nel presente Statuto si fa riferimento alle disposizioni del Codice Civile e delle leggi in materia di società a responsabilità limitata.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Luciano MAPELLI, né à Inzago (MI), le 14/06/1949, demeurant à Inzago (MI), Vicolo Copernico N. 10, codice fiscale n° MPL LNM 49H14 E317Y, tous pouvoirs en vue d'accomplir toutes les formalités nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités italiennes en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre quelque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la société.

En outre, Monsieur Luciano MAPELLI, prénommé est autorisé à entreprendre toute procédure nécessaire et à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la société en tant que société de droit italien et d'autre part la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

Dixième résolution

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition suspensive de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Entreprises ("Registro Imprese") de Milan.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction en italien. En cas de divergences entre le texte français et le texte italien, le texte français fait foi.

Et après lecture faite de tout ce qui précède aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version italienne du texte qui précède:

L'anno duemilaotto, Il giorno il tre dicembre.

Avanti a me, dottor Jacques DELVAUX, Notaio a Lussemburgo, Granducato di Lussemburgo.

Si è riunita l'assemblea generale straordinaria degli azionisti della società per azioni "SIL03 S.A.", con sede legale in L-1653 Lussemburgo, 2, avenue Charles de Gaulle, iscritta presso il registro del commercio e delle società di Lussemburgo, alla sezione B, con il numero 94.265, costituita in data 19 giugno 2003 con atto a rogito del notaio Henri HELLINCKX, Notaio a Lussemburgo, pubblicato nel "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C" numero 798 del 30 luglio 2003.

L'assemblea è presieduta dalla Signora Vania BARAVINI, impiegata privata, domiciliato professionalmente al 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Lussemburgo.

Il presidente nomina come segretaria la Signora Sonia BOULARD, impiegata privata, domiciliata professionalmente al 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Lussemburgo.

L'assemblea sceglie come scrutatore la Signora Alexia UHL, impiegata privata, domiciliata professionalmente al 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Lussemburgo.

Il presidente prega il notaio di prendere atto di quanto segue:

I.- Gli azionisti presenti o rappresentati e il numero di azioni detenute da ognuno di essi sono riportati su una lista di presenza. Questa lista e le deleghe firmate dai componenti e dal notaio, saranno allegare al presente atto con il quale saranno registrate.

II.- Da tale lista di presenza, si evince che le 450 (quattrocentocinquanta) azioni di valore nominale pari ad EUR 100,- (cento euro) cadauna, rappresentative dell'integralità del capitale sociale elevantesi ad EUR 45.000 (quarantacinquemila euro), sono tutte rappresentate alla presente assemblea generale straordinaria, cosicché può valevolmente deliberare su tutti i punti all'ordine del giorno, di cui gli azionisti sono stati preventivamente messi a conoscenza.

III.- L'ordine del giorno dell'assemblea è il seguente:

Ordine del giorno:

1. Trasformazione della società anonima di diritto lussemburghese in società a responsabilità limitata e cambiamento della denominazione sociale della società che sarà denominata "SIL03 S.à r.l.";

2. Dimissioni degli amministratori e del sindaco attualmente in carica, scarico di responsabilità per l'esecuzione del loro mandato fino alla data odierna e nomina del nuovo amministratore unico della società.

3. Trasferimento della sede legale e statutaria della società da L - 1653 Lussemburgo, 2, avenue Charles de Gaulle, à I- 20065 Inzago (MI), Via Marconi n°12 e adozione da parte della società a responsabilità limitata della nazionalità italiana previa iscrizione della società presso il Registro Imprese di Milano.

4. Approvazione di una situazione contabile intermedia al tre dicembre 2008.

5. Dimissioni dell'amministratore unico attualmente in carica e scarico di responsabilità per l'esecuzione del suo mandato fino alla data odierna.

6. Cambiamento della denominazione sociale della società che sarà denominata "SIL03 S.R.L.".

7. Nomina del Signor Luciano MAPELLI, nato a Inzago (MI) il 14/06/1949, residente a Inzago (MI), vicolo Copernico n. 10, codice fiscale n° MPL LNM 49H14 E317Y, cittadino italiano quale amministratore unico.

8. Rifacimento completo dello statuto al fine di adeguarlo alla legislazione italiana.

9. Conferimento di poteri.

10. Radiazione della società dal Registro del Commercio e delle Società appena questa sarà iscritta presso il Registro Imprese di MILANO.

11. Vari.

Quanto sopra essendo stato stabilito e riconosciuto esatto dall'assemblea, gli azionisti, all'unanimità, decidono quanto segue:

Prima delibera

L'assemblea decide di trasformare la forma della società la quale da società anonima diventa società a responsabilità limitata di diritto lussemburghese.

L'assemblea decide di cambiare di conseguenza la denominazione sociale della società in "SIL 03 S. à r. l." e di stabilire il nuovo statuto della società come segue: e di stabilire il nuovo statuto della società come segue:

"Statuts

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de "SIL03 S. à r. l.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 45.000 (quarante-cinq mille euros) représenté par 450 (quatre cent cinquante) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur."

Seconda delibera

L'assemblea decide di accettare le dimissioni dell'amministratore attualmente in carica e di concedergli scarico di responsabilità per l'esecuzione del suo mandato fino alla data odierna.

L'assemblea decide di nominare quale nuovo amministratore unico della società il Signor John SEIL, "licencié en sciences économiques appliquées", nato il 28 settembre 1948 a Lussemburgo, residente per la carica al 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Lussemburgo.

Terza delibera

L'assemblea decide di trasferire la sede legale e statutaria della società da L-1653 Lussemburgo, 2, avenue Charles de Gaulle, al I-20065 Inzago (MI), Via Marconi n°12, e di farle adottare la nazionalità, lo statuto e la forma di una società a responsabilità limitata di diritto italiano, previa iscrizione della società presso il Registro Imprese di MILANO.

L'assemblea prende atto del fatto che nessun prestito obbligazionario è stato emesso dalla Società e che pertanto l'accordo degli obbligazionisti non è richiesto in relazione ai cambiamenti previsti.

Prende atto inoltre del fatto che nessuna quota senza diritto di voto è stata emessa dalla Società e che la decisione relativa al cambiamento della nazionalità viene presa all'unanimità dai soci esistenti.

Prende atto ugualmente, di quanto segue:

- che l'imposta di registro e tutte le altre imposte previste dalla legge lussemburghese sono state debitamente corrisposte alle autorità competenti.

- che la società ha rispettato tutte le disposizioni fiscali previste dalla legge lussemburghese;

- che il trasferimento della sede in Italia e il cambiamento della nazionalità della Società non avranno in nessun caso per effetto, né sul piano fiscale né su quello legale, la costituzione di una nuova società e l'assemblea constata che questa risoluzione viene presa conformemente all'articolo 199 della legge 10 agosto 1915, sulle società commerciali, come modificata conformemente alla Direttiva del Consiglio della CEE del 17 luglio 1969 no. 335 e le disposizioni degli articoli 4 e 50 del DPR del 26 aprile 1986, numero 131 e tutte le relative disposizioni.

Quarta delibera

L'assemblea decide di approvare una situazione contabile intermedia della società al 3 dicembre 2008 come predisposta dal consiglio di amministrazione della società.

Una copia di questa situazione contabile, firmata "ne varietur" dai componenti, verrà allegata al presente atto di cui farà parte integrante.

Quinta delibera

L'assemblea decide di accettare le dimissioni dell'amministratori attualmente in carica e di concedere loro scarico di responsabilità per l'esecuzione del loro mandato fino alla data odierna.

Sesta delibera

L'assemblea decide di cambiare la denominazione sociale della società italiana in "SIL03 S.R.L."

Settima delibera

L'assemblea decide di nominare, per una durata indeterminata, con i poteri conferitigli dal nuovo statuto, salvo revoca o dimissioni, il Signor Luciano MAPELLI, nato a Inzago (MI), il 14/06/1949, residente a Inzago (MI), Vicolo Copernico N. 10, codice fiscale: MPL LNM 49H14E317Y, quale amministratore unico della società.

L'assemblea decide inoltre che gli emolumenti dell'amministratore unico verranno stabiliti dalla prossima assemblea dei soci che si riunirà in Italia.

Ottava delibera

L'assemblea decide di procedere al rifacimento completo dello statuto al fine di adeguarlo alla legislazione italiana, e di conferirgli il seguente tenore:

Titolo I. Denominazione- Oggetto - Sede - Durata

1) Denominazione. E' costituita una società a responsabilità limitata denominata:

"SIL03 S.R.L."

2) Sede. La società ha sede legale in Italia, nel Comune di Inzago (MI)

La società potrà trasferire la sede sociale, purché nell'ambito dello stesso comune, con delibera dell'organo amministrativo.

Essa potrà istituire altrove sedi amministrative, succursali, rappresentanze, depositi e stabilimenti, anche in Paesi diversi dall'Italia.

Il domicilio dei soci per quello che concerne i loro rapporti con la società a tutti gli effetti di legge sarà quello risultante dal libro dei soci.

3) Oggetto. La società ha per oggetto l'attività di acquisto, la vendita e la gestione di partecipazioni immobiliari, la costruzione e la vendita di immobili nonché la gestione degli stessi. Potrà prendere in locazione finanziaria beni anche immobili e concedere in locazione (non finanziaria) i beni medesimi a terzi. La società potrà essere altresì intestataria di licenze commerciali e/o concessioni per esercizi aperti al pubblico per ristorazione, bar, intrattenimenti ricreativi, sportivi

e culturali in genere e in tali ambiti potrà gestire direttamente o indirettamente attività di ristorazione e somministrazione di alimenti e bevande in pubblici esercizi.

Potrà prestare sia nei confronti delle partecipazioni sia nei confronti di terzi, tutti i servizi amministrativi, fiscali, finanziari, commerciali e di consulenza direzionale che le venissero richiesti esclusa ogni attività che richieda l'iscrizione agli albi professionali.

La società può, inoltre:

- compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, mobiliari (con esclusione delle attività previste dalla legge 2 gennaio 1991 n.1) ed immobiliari, ritenute dall'organo amministrativo necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale;

- assumere, in via non prevalente, sia direttamente che indirettamente, interessenze e partecipazioni in altre società od imprese aventi oggetto analogo od affine o connesso al proprio e purché, per la misura e per l'oggetto della partecipazione, non ne risulti sostanzialmente modificato l'oggetto sociale determinato dallo statuto, e, comunque, con esclusione di assunzione di partecipazioni in altre imprese comportante una responsabilità illimitata per le obbligazioni delle medesime;

- concedere garanzie reali e fideiussioni a favore di terzi anche per conto e a garanzia di obbligazioni di terzi, con espressa esclusione delle attività regolamentate dalla legge 5 luglio 1991 n.197, in particolare dell'attività svolta nei confronti del pubblico e di quelle riservate agli intermediari finanziari di cui all'art.106 del decreto legislativo 1 settembre 1993 n.385.

4) Durata. La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2050, salvo proroga o anticipato scioglimento nei modi e termini di legge.

Titolo II. Capitale sociale e quote di partecipazione

5) Capitale sociale. Il capitale sociale è di EURO 45.000,00 (quarantacinquemila/00).

Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica e quindi beni in natura, crediti, ma anche prestazioni d'opera, di servizi o di vantaggi a favore della società garantite da polizza assicurativa o da fideiussione bancaria che, in qualsiasi momento, possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società.

6) Aumento di capitale sociale e opzione dei soci. Il capitale potrà essere aumentato, conformemente alle disposizioni di legge in materia, in forza di deliberazione dell'Assemblea dei soci da adottarsi con le deliberazioni maggioranze previste per le modifiche dell'atto costitutivo.

In caso di decisione di aumento del capitale sociale mediante nuovi conferimenti spetta ai soci il diritto di sottoscriverlo in proporzione alle partecipazioni da essi possedute.

Il diritto di sottoscrivere le quote di nuova emissione deve essere esercitato dai soci entro 30 gg. dal ricevimento della comunicazione inviata dalla società a ciascun socio recante la comunicazione che l'aumento di capitale può essere sottoscritto.

I soci possono decidere con le maggioranze previste per le decisioni che comportano modifiche dell'atto costitutivo che la sottoscrizione delle quote emesse in sede di aumento del capitale sociale sia riservata a terzi estranei alla compagine sociale; in tal caso spetta ai soci dissenzienti il diritto di recesso di cui all'art. 2473 del Codice Civile.

7) Versamenti e finanziamenti dei soci. La società ha la facoltà di raccogliere presso i propri soci, nel rispetto delle leggi e dei regolamenti vigenti, i fondi necessari per il conseguimento dell'oggetto sociale.

Tali fondi potranno essere acquisiti a titolo di finanziamento, fruttifero o infruttifero, con obbligo di restituzione, fatta salva la postergazione di cui all'art. 2467 del codice civile, o a titolo di versamento in conto capitale infruttifero ai sensi dell'art. 43 D.P.R. 22 dicembre 1986 n. 917 da effettuarsi in proporzione alle quote possedute con possibilità dei soci di trasferire gli stessi ad aumento del capitale sociale.

8) Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito ai sensi dell'art. 2483 del Codice Civile, con decisione dei soci adottata con il voto favorevole dei soci che rappresentano il 51% del capitale sociale.

Con la decisione dell'emissione dovranno essere stabilite le relative modalità; tali modalità potranno essere modificate successivamente solo con il consenso della maggioranza dei possessori dei titoli.

La decisione di emissione dei titoli dovrà essere iscritta a cura degli amministratori nel Registro delle Imprese.

9) Quote di partecipazione. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Le partecipazioni sono determinate in proporzione ai conferimenti effettuati.

E' consentita l'attribuzione di partecipazioni anche in misura non proporzionale ai conferimenti.

10) Trasferimento delle quote di partecipazione.

Trasferimento - Diritto di prelazione

In caso di trasferimento di quote sociali spetta agli altri soci il diritto di prelazione a parità di condizioni. Per trasferimento si intende qualsiasi negozio a titolo oneroso, concernente la piena proprietà, o la nuda proprietà, o l'usufrutto di dette quote, in forza del quale si consegua, in via diretta o indiretta, il risultato del mutamento di titolarità di dette quote.

E' escluso il diritto di prelazione nei seguenti trasferimenti:

- a) ad altri soci purché iscritti a libro soci da almeno 2 anni;
- b) al coniuge e ai parenti entro il 3° grado;
- c) in caso di intestazione fiduciaria nei confronti sia della fiduciaria che del fiduciante, e all'interessato compete l'onere di provare il relativo rapporto sottostante a società controllate, controllanti o collegate della società alienante.

Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato nel termine di un mese dal ricevimento della comunicazione a mezzo lettera raccomandata R.R. con la quale il socio che intende trasferire le proprie quote precisa il nome dell' acquirente, il prezzo e le modalità della cessione e del pagamento.

Nel caso di esercizio del diritto di prelazione da parte di più soci la partecipazione sarà assegnata in proporzione alle quote di partecipazione possedute da ciascuno degli esercitanti il diritto.

Le quote possono essere oggetto di diritto di pegno, o altro vincolo in funzione di garanzia, a condizione che il diritto di voto permanga al socio.

Trasferimento - Clausola di gradimento

Nel caso in cui non vi sia il diritto di prelazione per gli altri soci, o tale diritto non sia stato esercitato, il trasferimento a terzi delle quote sociali per atto tra vivi è comunque subordinato al gradimento espresso dai soci con la maggioranza del 51% del capitale sociale, non computandosi la quota di partecipazione del socio uscente.

Le condizioni e i limiti che devono sussistere per l'espressione del gradimento di cui al comma precedente sono i seguenti:

1. situazione di concorrenza da parte del terzo candidato acquirente;
2. situazione di conflitto di interessi tra la società ed il terzo candidato acquirente;
3. possibilità che il terzo candidato acquirente acquisisca posizione di controllo della società o produca effetto dominante;
4. onorabilità del terzo candidato acquirente nell'ipotesi di persona fisica;
5. professionalità e competenza nel settore di attività della società.

Tali condizioni devono intendersi indicative e non esaustive poiché il non gradimento del candidato acquirente deve, comunque, essere motivato nel principio della tutela dell'interesse generale della società.

Non sono sottoposti a giudizio di gradimento i trasferimenti che avvengano a favore degli stessi soggetti per i quali è escluso l'esercizio del diritto di prelazione.

Il giudizio di gradimento dovrà essere comunicato da parte dell'organo amministrativo, se delegato, all'uopo dai soci, o dai soci stessi nel termine di un mese dal ricevimento della comunicazione a mezzo lettera raccomandata R.R. con la quale il socio che intende trasferire le proprie quote precisa il nome dell'acquirente, il prezzo e le modalità della cessione e del pagamento.

Se il gradimento viene negato senza motivazioni, al socio alienante compete il diritto di recesso, da esercitarsi ai sensi dell'art. 2473 del Codice Civile.

11) Morte del socio. In caso di morte di un socio è data facoltà agli altri soci di continuare la società con gli eredi del socio defunto, ovvero di sciogliere la società, il tutto a seguito di decisione da adottarsi all'unanimità entro 60 gg dal decesso del socio. In ogni altro caso dovrà essere liquidata agli eredi la quota di partecipazione caduta in successione con le modalità, ove compatibili, previste dai presenti patti sociali per la determinazione e la liquidazione della quota in ipotesi di recesso.

Il relativo pagamento agli eredi del socio defunto dovrà essere effettuato, salvo diverso comune accordo, e entro 6 mesi dal decesso del socio.

12) Recesso del socio. Il diritto di recesso spetta al socio nei casi previsti all'art. 2473 del Codice Civile e negli altri casi previsti dalla legge.

Nell'ipotesi di esercizio del diritto di recesso dalla società, in relazione al disposto dell'articolo 2469, comma secondo c.c., concernenti l'introduzione, la modifica o la rimozione di divieti, condizioni o limiti alla trasferibilità delle partecipazioni, il diritto di recesso non può essere esercitato per i primi 24 mesi dalla costituzione della società o dalla sottoscrizione o acquisizione della partecipazione.

Il socio può recedere dalla società soltanto per l'intera quota di partecipazione.

Il socio che intende recedere deve comunicare la sua intenzione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata R.R. spedita entro 20 giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della decisione che lo legittima o dalla

trascrizione della decisione nel libro dei soci o degli amministratori oppure dalla conoscenza del fatto che legittima il recesso del socio.

A tal fine l'organo amministrativo deve tempestivamente comunicare ai soci i fatti che possono dar luogo per i soci stessi al diritto di recesso.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro 30 giorni dalla data in cui la dichiarazione di recesso è pervenuta alla sede sociale, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

Per quanto riguarda il rimborso della quota e la determinazione del valore di essa si applicano le disposizioni di cui all'art. 2473 del Codice Civile.

Per la determinazione del valore di mercato, come definito dall'art. 2473, comma 3, da attribuire alla quota di partecipazione si assume il valore del Patrimonio netto incrementato dall'eventuale maggior valore, al netto della fiscalità latente, di beni immobili in proprietà e/o in leasing e dal valore dell'avviamento pari a 3 volte il margine operativo lordo (MOL) medio del triennio precedente

13) Esclusione del socio. Il socio può essere escluso dalla società al verificarsi delle seguenti circostanze, da intendersi quali fattispecie di giusta causa:

a) l'impossibilità o l'indisponibilità di eseguire la prestazione lavorativa o di servizi per il socio che ha effettuato uno specifico conferimento.

La dichiarazione di interdizione, inabilitazione o fallimento del socio;

la condanna del socio con sentenza irrevocabile alla reclusione per un periodo superiore ai cinque anni;

esercizio di un'attività concorrente con quella esercitata dalla società.

L'esclusione del socio è decisa dall'Assemblea dei soci con il voto favorevole dei soci che rappresentino il 75 % del capitale sociale, non computandosi la quota di partecipazione del socio della cui esclusione si tratta.

La delibera di esclusione deve essere comunicata al socio escluso mediante raccomandata R.R. e l'esclusione avrà effetto decorsi 20 giorni dal ricevimento della comunicazione suddetta.

Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione, per un valore da determinarsi con le stesse modalità previste per il socio recedente con esclusione del rimborso mediante riduzione del capitale sociale.

Titolo III. Decisioni dei soci

14) Competenze dei soci. Sono riservate alla competenza dei soci:

- 1) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- 2) la nomina e la revoca degli amministratori;
- 3) nomina nei casi previsti dall'articolo 2477 dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- 4) le modificazioni dell'atto costitutivo;
- 5) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale determinato nell'atto costitutivo o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- 6) l'esclusione del socio.

I soci decidono, inoltre, sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

15) Modalità. Le decisioni dei soci sono adottate mediante consultazione scritta o dal consenso espresso ad eccezione di quelle di cui ai punti 4), 5) e 6) dell'articolo precedente per le quali si dovrà provvedere alla convocazione e riunione assembleare.

Se uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale lo richiedono la decisione dovrà essere adottata mediante deliberazione assembleare.

16) Partecipazione alle decisioni. Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni con voto da computarsi in misura proporzionale alla sua quota di partecipazione fatte salve le diverse attribuzioni conseguenti all'attribuzione di particolari diritti.

17) Assemblea dei soci - Costituzione e validità. L'Assemblea regolarmente costituita rappresenta l'universalità dei soci e le sue decisioni, prese in conformità alla legge ed al presente statuto, obbligano tutti i soci.

Essa potrà essere convocata anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia o in uno dei paesi dell'Unione Europea. E' ammessa la possibilità che le assemblee si tengano per teleconferenza o videoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale a alla trattazione degli argomenti affrontati, nonché di ricevere, trasmettere e visionare documenti; verificandosi tali presupposti, l'assemblea si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente, luogo in cui deve pure trovarsi il segretario dell'assemblea, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del relativo verbale, nonché la trascrizione nel libro delle assemblee.

Saranno tuttavia validamente costituite le assemblee e adottate le relative deliberazioni, anche in assenza di formale convocazione, qualora sia rappresentato l'intero capitale sociale e siano presenti o informati tutti gli amministratori e sindaci e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

18) Assemblea dei soci - Convocazione. L'Organo Amministrativo convoca l'assemblea mediante raccomandata con ricevuta di ritorno, fax munito del rapporto di ricezione, posta elettronica contenente il dispositivo di conferma dell'avvenuta lettura nel computer del destinatario o altri eventuali metodi, purché la convocazione raggiunga il suo scopo almeno 8 giorni prima di quello fissato per la riunione e di ciò risulti prova.

L'organo amministrativo dovrà procedere, senza indugio, alla convocazione dell'assemblea quando ne faccia richiesta, con l'indicazione degli argomenti da trattare, uno o più soci che rappresentino almeno il 25% del capitale sociale.

In caso di inerzia dell'organo amministrativo che si sia protratta per oltre dieci giorni, l'avviso di convocazione può essere disposto e spedito dai soci che ne abbiano fatto richiesta.

19) Assemblea dei soci - Rappresentanza. I soci che abbiano diritto di intervenire all'assemblea possono farsi rappresentare, per delega scritta, da un altro socio o da terzi ai sensi articolo 2479 2479-bis, comma 2, del Codice Civile.

20) Assemblea dei soci - presidenza. L'assemblea sarà presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore unico salvo che, su proposta di un socio o suo delegato, l'Assemblea, a maggioranza assoluta, decida di nominare un Presidente diverso anche non socio e non amministratore.

Il Presidente verifica la regolarità della costituzione, accerta la identità dei presenti e la loro legittimazione, regola lo svolgimento dei lavori ed accerta i risultati delle votazioni.

L'Assemblea nominerà inoltre un segretario anche non socio o amministratore al quale sarà attribuita la funzione di redazione del verbale.

21) Quorum costitutivi e deliberativi. L'Assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentano almeno il 51% del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta e, nei casi previsti dai numeri 4) e 5) dell'art. 14, paragrafo 1, con il voto favorevole dei soci che rappresentano almeno il 51% del capitale sociale.

22) Assemblea dei soci - verbale dell'assemblea. Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da processo verbale firmato dal Presidente, dal segretario ed eventualmente dagli scrutatori. Nei casi di legge, ed inoltre quando il Presidente lo ritenga opportuno, il verbale sarà redatto da Notaio scelto dal Presidente.

23) Decisioni dei soci mediante consultazione scritta. Ogniqualevolta si adotti il metodo della decisione mediante consultazione scritta, l'Amministratore che intende proporre una data decisione formula detta proposta in forma scritta con un documento che illustri l'argomento oggetto della consultazione e le sue ragioni.

La trasmissione della richiesta di consultazione può avvenire con ogni sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, ivi compresi il fax e la posta elettronica, e deve essere diretta a tutti i soci, i quali, se intendono esprimere il loro parere, devono comunicarlo (con ogni sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, ivi compresi il fax e la posta elettronica) alla società la loro volontà espressa in forma scritta, entro il termine di 15 giorni.

La decisione si intende formata se, nel termine indicato nella richiesta, alla società sia pervenuto il pronunciamento dei soci che complessivamente rappresenti la quota di capitale prevista nell'articolo 21 precedente per le deliberazioni delle assemblee.

La decisione dei soci adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta senza indugio nel libro delle decisioni dei soci; il documento contenente la proposta di decisione e i documenti pervenuti alla società recanti l'espressione della volontà dei soci, vanno conservati in allegato al libro stesso.

Copia della decisione deve essere trasmessa al collegio sindacale se nominato.

24) Decisione dei soci mediante consenso scritto. Ogniqualevolta si adotti il metodo della decisione mediante consenso espresso per iscritto, l'Amministratore che intende sottoporre un argomento alla decisione dei soci formula una proposta in forma scritta con un documento che illustri l'oggetto della proposta e le sue ragioni.

La trasmissione della proposta può avvenire con ogni sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, ivi compresi il fax e la posta elettronica, e deve essere diretta a tutti i soci, i quali, se intendono approvare o respingere la proposta, devono comunicarlo (con ogni sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, ivi compresi il fax e la posta elettronica) alla società la loro volontà espressa in forma scritta, entro il termine di 10 giorni.

La proposta si intende accolta e la decisione si intende formata qualora presso la sede sociale, nel termine indicato nella richiesta, pervenga la comunicazione di approvazione della proposta di tanti soci che rappresentino la maggioranza deliberativa prevista dal precedente articolo 21 per le deliberazioni dell'Assemblea.

Non si possono sommare tra loro consensi pervenuti nel termine successivo a quello indicato nella richiesta.

La decisione dei soci adottata ai sensi del presente articolo, dovrà essere trascritta senza indugio nel libro delle decisioni dei soci; i documenti pervenuti alla società recanti l'espressione della volontà dei soci, vanno conservati in allegato al libro stesso.

Titolo IV. Amministrazione

25) Amministratori. L'amministrazione della società è affidata ad un Amministratore Unico o ad un Consiglio di Amministrazione composto da un minimo di 3 membri e da un massimo di 7 membri.

Nell'ipotesi che sia affidata ad un Consiglio d'Amministrazione, l'amministrazione sarà esercitata congiuntamente.

Gli amministratori possono essere anche non soci, e dureranno in carica per il tempo stabilito dalla decisione dei soci al momento della nomina o in mancanza a tempo in indeterminato sino a revoca o dimissioni.

I soci possono assegnare agli amministratori delle indennità e/o emolumenti annuali nonché una indennità di fine rapporto da accantonare anno per anno a partire dall'esercizio in cui viene decisa.

Il Consiglio di Amministrazione elegge al proprio interno il Presidente, se questi non è nominato con decisione dei soci.

Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal collegio sindacale, se, nominato, purché la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea.

Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla successiva assemblea.

Se viene meno la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea, quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea perché provveda alla sostituzione dei mancanti o alla nomina di un nuovo organo amministrativo anche con l'esclusione di quelli rimasti in carica.

Agli amministratori rimasti in carica è affidata la gestione ordinaria della società sino alla nomina dei nuovi amministratori o del nuovo organo amministrativo.

Gli amministratori nominati ai sensi del comma precedente, in sostituzione di quelli venuti a mancare, scadono insieme con quelli in carica all'atto della loro nomina.

26) Amministrazione. Le riunioni del Consiglio avranno normalmente luogo presso la sede sociale e saranno convocate mediante lettera raccomandata, fax o altro documento ritenuto idoneo da spedirsi dal Presidente almeno cinque giorni prima della riunione e contenente l'elenco delle materie da trattare.

In caso di urgenza il Consiglio potrà essere convocato con lettera raccomandata, fax o altro strumento informatico riconosciuto dalla legge da consegnarsi almeno due giorni prima.

E' ammessa la possibilità che le riunioni si tengano per audio/videoconferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati, nonché di ricevere, trasmettere e visionare documenti; verificandosi tali presupposti; la riunione si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente, luogo in cui deve pure trovarsi il segretario, onde consentire la stesura, e la sottoscrizione del relativo verbale, nonché la trascrizione nel libro delle decisioni del Consiglio d'amministrazione.

Le riunioni del Consiglio saranno valide qualora sia intervenuta la maggioranza degli amministratori in carica. Le deliberazioni saranno prese a maggioranza di voti tra gli intervenuti; in caso di parità di voti il voto del Presidente sarà determinante.

Saranno in ogni caso valide le riunioni del Consiglio di Amministrazione quando vi sia presente la totalità dei Consiglieri e del collegio sindacale se nominato.

Le riunioni e le deliberazioni del Consiglio verranno fatte constare nell'apposito libro verbali da redigersi dal Segretario scelto dal Consiglio di volta in volta anche fra persone esterne al Consiglio.

A meno che un uno o più amministratori non richiedano espressamente l'adozione della delibera attraverso adunanza collegiale, i membri del consiglio di amministrazione possono esprimere le proprie decisioni mediante consultazione scritta o consenso espresso per iscritto.

Per quanto riguarda le modalità di espletamento di tali forme deliberative, valgono le stesse indicazioni fornite in merito alle stesse forme nel caso di decisioni dei soci.

27) Poteri degli amministratori. L'organo amministrativo, gestisce l'impresa sociale e compie tutte le operazioni necessarie per il raggiungimento dell'oggetto sociale fatta eccezione per le decisioni sulle materie riservate ai soci dall'art. 2479 c.c. e dal presente statuto.

28) Rappresentanza. La legale rappresentanza della società nei confronti dei terzi e in giudizio spetta all'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione e agli eventuali amministratori delegati nei limiti dei poteri ad essi attribuiti.

Il Consiglio d'Amministrazione potrà nominare uno o più consiglieri delegati, scegliendoli fra i suoi membri, determinandone i poteri e fissandone il compenso; le cariche di Presidente del Consiglio di Amministrazione e di Consigliere Delegato sono cumulabili.

L'Organo Amministrativo è autorizzato a nominare direttori e procuratori ad negotia per singoli atti o per ben determinate categorie di atti.

Titolo V. Controllo

29) Controllo dei soci. Il diritto di informazione e consultazione di cui al secondo comma dell'articolo 2476 C.C. deve essere esercitato dal socio richiedente con modalità operative tali da non arrecare nocimento alla normale attività della società.

A tal fine il socio che intende esercitare tale diritto dovrà darne preventiva comunicazione al legale rappresentante della società concordando la data dell'accesso ed indicando le generalità dell'eventuale professionista di fiducia, abilitato da iscrizione ad albo professionale, al quale viene delegata la funzione del controllo o l'assistenza del socio.

Qualora l'assemblea abbia nominato un Collegio Sindacale o un revisore contabile, la richiesta va comunicata anche all'organo di controllo, i cui membri hanno diritto ad assistere.

Il legale rappresentante della società dovrà dare corso alla richiesta non oltre i sei giorni lavorativi rispetto al momento in cui ha avuto conoscenza della medesima, salvo diverso accordo con il richiedente o qualora particolari ragioni tecniche lo richiedano, e comunque con tempi tali da non ostacolare il diritto del socio richiedente.

Al socio e/o al professionista delegato deve essere consentito il libero accesso a tutti i documenti sociali, alle strutture aziendali e deve essere consentito di verificare gli elementi raccolti anche con la necessaria verifica con i dipendenti dell'azienda.

L'accesso ed il controllo deve essere consentito durante le normali ore di attività.

La società può rifiutarsi di fornire le informazioni per le quali la legge prevede la riservatezza e quelle relative ad operazioni in corso il cui esito potrebbe esserne condizionato; di ciò, qualora richiesta, dovrà esserne resa espressa dichiarazione e motivazione in forma scritta.

La società può chiedere al socio il rimborso delle spese connesse con l'esercizio del diritto esercitato dal socio richiedente, ma in misura non superiore alle spese vive e alle spese dirette sostenute per i materiali e i servizi messi a disposizione, ovvero richiesti dal socio.

30) Collegio sindacale. La gestione della società è controllata da un Collegio Sindacale quando ne ricorrano i presupposti stabiliti dall' art. 2477 del codice civile. Il Collegio Sindacale è composto da tre membri effettivi e due supplenti.

31) Controllo contabile. Il controllo contabile della società, se ne ricorre l'obbligo, è esercitato dal Collegio Sindacale salvo che i soci decidano la nomina di un revisore contabile o di una società di revisione.

La facoltà alternativa come sopra attribuita ai soci non potrà, in ogni caso, comportare la revoca dell'incarico di controllo contabile e potrà essere esercitata solo in sede di rinnovo alla naturale scadenza.

32) Durata. I sindaci e l'eventuale revisore restano in carica un triennio e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico e sono rieleggibili.

33) Compensi. Ai componenti del Collegio Sindacale e dell'eventuale revisore spetta il compenso fissato dalle tariffe professionali.

Titolo VI. Esercizi sociali, Bilancio ed utili

34) Esercizi sociali. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

35) Bilancio di esercizio. Alla fine di ogni esercizio, l'organo amministrativo procederà alla formazione ed alla presentazione del Bilancio in conformità a quanto disposto dagli artt. 2423 e segg. del codice civile.

Il bilancio è presentato ai soci entro il termine di centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

Nell'ipotesi che la società sia obbligata al bilancio consolidato oppure quando particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto lo richiedano, come previsto dall'art. 2364, comma 2, il bilancio potrà essere presentato nel maggior termine di centottanta giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale.

36) Utili. La decisione dei soci che approva il bilancio decide sulla distribuzione degli utili, fatto salvo l'obbligo di accantonamento di una quota non inferiore al 5% degli stessi alla riserva legale sino a che la stessa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

Titolo VII. Scioglimento

37) Scioglimento. Oltre che per volontà dell'Assemblea dei soci, la società si scioglie:

- per il decorso del termine;
- per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità di conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata senza indugio, non deliberi le opportune modifiche statutarie;
- per l'impossibilità di funzionamento o per la continua e duratura inattività della Assemblea;
- per la riduzione del capitale sociale al di sotto del minimo legale, fatta salva la ricostruzione del capitale o la possibilità di trasformare la società;
- per l'impossibilità di rimborso al socio recedente;
- per le altre cause previste dalla legge;

Spetterà all'assemblea dei soci decidere lo scioglimento o accertare il verificarsi della causa di scioglimento, restando a carico dell'Organo Amministrativo l'onere dei relativi adempimenti pubblicitari.

Titolo VIII. Disposizioni generali

38) Computo dei termini. Tutti i termini previsti dal presente statuto sono da considerarsi facendo riferimento a giorni naturali e consecutivi e vanno computati con riferimento al concetto di "giorni liberi" con ciò intendendosi che non si riconsidera, al fine del valido decorso del termine prescritto, né il giorno "iniziale" né quello "finale"

39) Foro competente. Per qualunque controversia sorga in dipendenza di affari sociali o della interpretazione o esecuzione del presente statuto e che non sia sottoponibile ad arbitrato, è competente il foro del luogo ove la società ha la propria sede legale.

40) RINVIO. Per tutto quanto non è contemplato nel presente Statuto si fa riferimento alle disposizioni del Codice Civile e delle leggi in materia di società a responsabilità limitata.

Nona delibera

L'assemblea decide di conferire i più ampi poteri al Signor Luciano MAPELLI, nato a INZAGO (MI), il 14/06/1949, residente a Inzago (MI), Vicolo Copernico N. 10, codice fiscale: MPL LNM 49H14E317Y, precitato, al fine di compiere tutte le formalità necessarie ed adempiere a tutte le pratiche che saranno richieste dalle autorità italiane al fine di ottenere l'approvazione delle risoluzioni prese qui sopra e, in generale, firmare qualsiasi documento ed adempiere a qualunque pratica che le autorità competenti dovessero richiedere in relazione all'applicazione delle risoluzioni prese qui sopra, includendo, se del caso, le modifiche che potrebbero essere apportate allo statuto della società.

Inoltre, il Signor Luciano MAPELLI, è autorizzato ad adempiere a qualsiasi procedura necessaria e a sottoscrivere e fornire qualsiasi documento necessario al Ministero delle Finanze e al Registro Imprese di MILANO, così come al Registro del Commercio e delle Società di Lussemburgo e in genere qualsiasi amministrazione interessata, al fine di assicurare, da un lato, la continuità della società in quanto società di diritto italiano e dall'altro, la cessazione della società quale società di diritto lussemburghese.

Inoltre vengono conferiti i più ampi poteri al portatore di un esemplare del presente atto al fine di radiare l'iscrizione della società in Lussemburgo sulla base della prova dell'iscrizione della società in Italia presso il Registro Imprese di MILANO.

Tutti i documenti relativi alla società nel Granducato di Lussemburgo potranno, durante un periodo di cinque anni, essere ottenuti presso la vecchia sede legale a Lussemburgo.

Dicesima delibera

L'assemblea decide di sottoporre delibere prese qui sopra, alla condizione risolutiva del rifiuto del trasferimento della sede legale della società e della sua iscrizione in Italia presso il Registro Imprese di MILANO.

Null'altro essendovi all'ordine del giorno, il presidente scioglie l'assemblea.

DI CUI ATTO, fatto e stipulato a Lussemburgo, alla data menzionata in premessa.

Il sottoscritto Notaio constata che, a richiesta dei comparenti, il presente atto è redatto in francese ed è seguito da una traduzione in italiano. A richiesta degli stessi comparenti e in caso di divergenza tra il testo francese ed il testo italiano, fa fede il testo francese.

E datane lettura ai comparenti, questi hanno firmato con il Notaio il presente atto.

Signé: V. BARAVINI, S. BOULARD, A. UHL, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 5 décembre 2008, LAC/2008/49162: Reçu douze Euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- Pour copie conforme - Délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/08.

Jacques DELVAUX.

Référence de publication: 2009001790/208/1048.

(080191063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Luxdynamic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 45.333.

Mention rectificative du dépôt du 07/10/2008 (N° L080148013.04)

Le bilan modifié au 31.12.2007, les comptes annuels au 31.12.2007 régulièrement approuvés le rapport de gestion, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats de l'exercice 2007 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque, Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Salvatore Desiderio / Edoardo TUBIA

Référence de publication: 2009002588/24/17.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10270. - Reçu 36,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080191547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

B & C Consulting & Partners, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.
R.C.S. Luxembourg B 101.529.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
B&C CONSULTING & PARTNERS SARL
Signature

Référence de publication: 2009002505/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2008, réf. DSO-CX00319. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080191613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Meubles Oestreicher S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9764 Marnach, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 93.925.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
MEUBLES OESTREICHER SARL
Signature

Référence de publication: 2009002506/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2008, réf. DSO-CX00314. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080191612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

K&F Motorsport S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8824 Perle, 34, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 64.172.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
K&F MOTORSPORT SARL
Signature

Référence de publication: 2009002508/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2008, réf. DSO-CX00312. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080191610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Immobilière Peters Hosingen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9807 Hosingen, 32, Kraeizgaass.
R.C.S. Luxembourg B 102.375.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009002533/654/12.

Enregistré à Diekirch, le 24 décembre 2008, réf. DSO-CX00463. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080191893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Cuisines Oestreicher s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9764 Marnach, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 102.347.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

CUISINES OESTREICHER SARL

Signature

Référence de publication: 2009002503/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2008, réf. DSO-CX00313. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080191617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Rideaux, Tapis Oestreicher s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9764 Marnach, Route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 102.348.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Diekirch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

RIDEAUX, TAPIS OESTREICHER SARL

Signature

Référence de publication: 2009002502/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2008, réf. DSO-CX00315. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080191619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Immobilière Virstaad, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7481 Tuntange, 3, rue de Hollenfels.

R.C.S. Luxembourg B 104.892.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

IMMOBILIERE VIRSTAAD SARL

Signature

Référence de publication: 2009002500/557/14.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2008, réf. DSO-CX00316. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080191621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Nouvelle ALIMENT CENTRAL s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 10, rue de Wilwerdange.

R.C.S. Luxembourg B 101.497.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009002534/654/12.

Enregistré à Diekirch, le 24 décembre 2008, réf. DSO-CX00455. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080191891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Spark Engineering & Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9573 Wiltz, 15, rue Michel Thilges.

R.C.S. Luxembourg B 61.025.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 26 décembre 2008.

SAIL S. a.

Kaiser Alain

Administrateur délégué

Référence de publication: 2009002520/2114/15.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2008, réf. DSO-CX00367. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080192240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Capoffice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 80.883.

L'an deux mille huit, le onze décembre.

Par-devant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

S'est réunie:

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CAPOFFICE S.A., ayant son siège social à L-7217 Bereldange, 59, rue du Bridel, constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, en date du 20 février 2001, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C n ° 840 en date du 3 octobre 2001.

L'assemblée est ouverte à 11.15 heures sous la présidence de Monsieur Marc GIORGETTI, Diplômé en gestion d'Entreprises, demeurant à L-7423 Dondelange, 2, route de Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Paul GIORGETTI, Ingénieur en Génie Civil, demeurant à L-1870 Luxembourg, 102, Kohlenberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Paul FEIDER, employé privé, demeurant à L-8020 Strassen, 2, rue de la Solidarité.

Le bureau étant ainsi constitué le Président expose et prie le notaire d'acter que:

I.- l'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

- 1.- Transfert du siège social à Luxembourg avec modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts.
- 2.- Modification du 1^{er} alinéa de l'article 17 des statuts.
- 3.- Fixation de l'adresse du siège social à L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

II.- Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires ou leurs mandataires, le notaire sous-signé et par les membres du bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec la ou les procuration(s) signée(s) "ne varietur" par les mandataires.

III.- Il résulte de la liste de présence que 1127 des 1500 sont représentés à l'assemblée, et qu'il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- Après délibération, l'assemblée générale prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social à Luxembourg. Et suite à cette décision le 1^{er} alinéa de l'article 2 aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. L'adresse du siège social peut être transférée dans les limites de la commune par simple décision du Conseil d'Administration." (...)

Deuxième résolution

Suite à la décision qui précède le 1^{er} alinéa de l'article 17 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 17.** L'assemblée générale annuelle se réunit, le deuxième lundi du mois de mai à onze heures au siège social ou tout autre endroit à désigner par les convocations."

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de fixer l'adresse du siège social à L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

Plus rien ne restant à l'ordre du jour, Monsieur le Président a levé la séance.

Frais

Les frais et charges en rapport avec les présentes resteront à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états ou demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Giorgetti, Giorgetti, Feider, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 décembre 2008. Relation: EAC/2008/15350. Reçu douze euros. 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins d'ordre administratif.

Differdange, le 22 décembre 2008.

Robert SCHUMAN.

Référence de publication: 2009002572/237/55.

(080192323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

ING Office Real Estate Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.733.025,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.314.

In the year two thousand and eight, on the eleventh of December.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of ING Office Real Estate Luxembourg S. à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) with registered office at 5, rue Eugène Ruppert in L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 117.314 (the Company), incorporated on June 21st, 2006 pursuant to a deed of the undersigned notary then residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, which deed has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1599 of August 23rd, 2006. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time on December 27th, 2007 pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, which has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 880 of April 10th, 2008.

There appeared:

1) ING Office Malta 2 Limited, a limited liability company incorporated and organized under the laws of Malta, having its registered office at 171, Old Bakery Street, Valetta, Malta, registered at the Malta Registry of Companies under number C38451, hereby represented by Mrs Corinne PETIT, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Valletta, Malta on December 9th, 2008;

2) ING Office Custodian Pty Limited, a limited liability company existing under the laws of Australia, with registered office at European Trust No 1, Level 6, 345 George Street, Sydney, 2000, New South Wales, Australia, registered at the Trade and Company Register of New South Wales under number 090 814 645, acting in its capacity as trustee for IOF European Subsidiary Trust No.1, a trust organized under the laws of New South Wales, Australia, hereby represented by Mrs Corinne PETIT, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Sydney, Australia, on December 9th, 2008,

(the Shareholders).

Which proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the Shareholders and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record the following:

I. that ING Office Malta 2 Limited hold all the thirteen thousand and twenty-one (13,021) ordinary shares having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each and ING Office Custodian Pty Limited all the three hundred (300) PESCs having a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, in the share capital of the Company amounting to three hundred thirty-three thousand and twenty-five euro (EUR 333,025.-);

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1) Waiver of the convening notices;

2) Increase of the share capital of the Company by an amount of one million four hundred thousand euro (EUR 1,400,000.-) so as to raise it from its current amount of three hundred thirty-three thousand and twenty-five euro (EUR 333,025.-) to one million seven hundred thirty-three thousand and twenty-five euro (EUR 1,733,025.-) by the creation and the issuance of fifty-six thousand (56,000) new ordinary shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each;

3) Subscription, intervention of ING Office Malta 2 Limited and issuance of the fifty-six thousand (56,000) new ordinary shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, by a contribution in cash;

4) Subsequent amendment of article 5.1. of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital of the Company;

5) Miscellaneous matters in relation to the above..

III. that the Sole Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Shareholders waive the convening notices, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of one million four hundred thousand euro (EUR 1,400,000) so as to raise it from its current amount of three hundred thirty-three thousand and twenty-five euro (EUR 333,025.-) to one million seven hundred thirty-three thousand and twenty-five euro (EUR 1,733,025.-) by the creation and the issuance of fifty-six thousand (56,000) new ordinary shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, the whole to be fully paid up through a contribution in cash by ING Office Malta 2 Limited.

Third resolution

It is resolved to accept the subscription of the increase of capital of one million four hundred thousand euro (EUR 1,400,000.-).

Intervention - Subscription - Payment

ING Office Malta 2 Limited, prenamed and here represented as stated above, declared to subscribe to the above mentioned increase of capital of one million four hundred thousand euro (EUR 1,400,000.-), by subscribing to all the fifty-six thousand (56,000) new ordinary shares, the whole being fully paid up by a contribution in cash.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary by producing a blocked funds certificate issued on December 11th, 2008.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions and the contribution having been fully carried out, the Shareholders resolved to amend article 5.1. of the articles of association of the Company to read as follows:

"5.1. The Company's corporate capital is fixed at one million seven hundred thirty-three thousand and twenty-five euro (EUR 1,733,025.-) divided into sixty-nine thousand and twenty-one (69,021) ordinary shares in registered form with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each (the Ordinary Shares), all subscribed and fully paid up and by three hundred (300) preferred equity stock certificates with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each (the PESCSs), all subscribed and fully paid up. The holder(s) of Ordinary Shares is (are) hereinafter individually referred to as an Ordinary Shareholder and collectively to as the Ordinary Shareholders. The holder(s) of PESCSs is (are) hereinafter individually referred to as a PESC Shareholder and collectively to as the PESC Shareholders."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about nine thousand three hundred euro (EUR 9,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and that at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le onze décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de ING Office Real Estate Luxembourg S. à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.314 (la Société). La Société a été constituée le 21 juin 2006 suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, alors de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1599 du 23 août 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu le 27 décembre 2007 suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 880 du 10 avril 2008.

Ont comparu:

1) ING Office Malta 2 Limited, une société à responsabilité limitée, constituée et regie par les lois de Malte, ayant son siège social au 171, Old Bakery Stree, Valetta, Malta, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Malte sous le numéro C38451, ici représentée par Mademoiselle Corinne PETIT, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Valletta, Malta le 9 décembre 2008;

2) ING Office Custodian Pty Limited, une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois d'Australie, ayant son siège social à European Trust No 1, Level 6, 345 George Street, Sydney, 2000, New South Wales, Australia, enregistrée auprès du Registre des Sociétés de la Nouvelle-Galles du Sud sous le numéro 090 814 645, agissant en sa qualité de trustee de IOF European Subsidiary Trust No.1, un trust organisé sous le droit de la Nouvelle-Galles du Sud, Australie, ici représentée par Mademoiselle Corinne PETIT, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Sydney, Australie, le 9 décembre 2008,

(les Associés).

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte des Associés et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises en même temps que celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit: I. que ING Office Malta 2 Limited détient toutes les treize mille vingt et une (13.021) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et ING Office Custodian Pty Limited tous les trois cents (300) certificats de parts privilégiées ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, dans le capital social de la Société s'élevant à trois cent trente-trois mille vingt-cinq euros (EUR 333.025,-);

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'un million quatre cent mille euros (EUR 1.400.000,-) pour le porter de son montant actuel de trois cent trente-trois mille vingt-cinq euros (EUR 333.025,-) à un million sept cent trente-trois mille vingt-cinq euros (EUR 1.733.025,-) par la création et l'émission de cinquante-six mille (56.000) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune;

3. Souscription, intervention de ING Office Malta 2 Limited et émission des cinquante-six mille (56.000) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, par un apport en numéraire;

4. Modification subséquente de l'article 5.1. des statuts de la Société en vue de refléter l'augmentation de capital de la Société;

5. Divers concernant ce qui précède.

III. que les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, les Associés renoncent aux formalités de convocation, les Associés représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million quatre cent mille euros (EUR 1.400.000,-) pour le porter de son montant actuel de trois cent trente-trois mille vingt-cinq euros (EUR 333.025,-) à un million sept cent trente-trois mille vingt-cinq euros (EUR 1.733.025,-) par la création et l'émission de cinquante-six mille (56.000) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, la totalité devant être entièrement libérée par un apport en numéraire réalisé par ING Office Malta 2 Limited.

Troisième résolution

Il est décidé d'accepter la souscription à l'augmentation de capital d'un million quatre cent mille euros (EUR 1.400.000,-).

Intervention - Souscription - Paiement

ING Office Malta 2 Limited, prénommé et représenté comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire à l'augmentation de capital susmentionnée d'un montant d'un million quatre cent mille euros (EUR 1.400.000,-), en souscrivant à l'ensemble des cinquante-six mille (56.000) nouvelles parts sociales ordinaires de la Société, le tout étant entièrement libéré par un apport en numéraire.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de cet apport a été donnée au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage des fonds émis le 11 décembre 2008.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent et l'apport ayant été pleinement effectué, les Associées ont décidé de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société comme suit:

"5.1. Le capital social est fixé à un million sept cent trente-trois mille vingt-cinq euros (EUR 1.733.025,-) représenté par soixante-neuf mille vingt et une (69.021) parts sociales ordinaires sous forme nominative, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les Parts Sociales Ordinaires), toutes souscrites et entièrement libérées et trois cents (300) certificats de parts privilégiées d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune (les PESCs), tous souscrits et entièrement libérés. Le(s) détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires est (sont) défini(s) ci-après, individuellement l'Associé Ordinaire et collectivement les Associés Ordinaires. Le(s) détenteur(s) de PESCs est (sont) défini (s) ci-après, individuellement l'Associé PESC et collectivement les Associés PESC."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes ou qui pourrait être dû au regard de cette augmentation de capital est évalué à environ neuf mille trois cents euros (EUR 9.300,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que les parties comparantes lui ont demandé de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la requête de ces mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 décembre 2008. LAC/2008/50579. Reçu sept mille euros Eur 0,5% = (7.000,- €)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009002574/5770/183.

(080191997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Creabilis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 143.397.

In the year two thousand and eight, on the sixteenth day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Maître Benoît Charpentier, attorney at law, residing in Luxembourg,

Acting in his capacity as a special proxyholder of the board of directors of Creabilis, S.A., société anonyme with registered office at 12, rue Léon Thyès L -2636 Luxembourg, in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (the Company), incorporated pursuant to a deed of M^e Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on December 2, 2008, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C,

By virtue of the authority conferred on him by resolutions adopted by the board of directors of the Company on December 16, 2008, a copy of which resolutions, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

The said appearing person, acting in his said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I. That the issued share capital of the Company is presently set at EUR 1,500,000.- (one million five hundred thousand Euro), divided into 500,000 (five hundred thousand) class A shares, each with a nominal value of EUR 1.- (one Euro), and 1,000,000 (one million) ordinary shares, each with a nominal value of EUR 1.- (one Euro).

II. That pursuant to Article 5 of the Company's articles of association, the authorized capital of the Company has been set at two million (2,000,000) class A shares, each with a nominal value of one euro (EUR 1.-) and that pursuant to the same article 5, the board of directors of the Company has been authorized to increase the issued share capital of the Company.

III. That the board of directors, in its board meeting of December 16, 2008 and in accordance with the authority conferred on it pursuant to Article 5 of the Company's articles of association, has decided, subject to bank confirmation of the availability of relevant subscription monies, which confirmation has occurred on December 16, 2008, an increase of the issued share capital by an amount of seven hundred fifty thousand euro (EUR 750,000.-) in order to raise the issued share capital to the amount of two million two hundred fifty thousand Euro (EUR 2,250,000.-) by the creation of seven hundred fifty thousand (750,000) new class A shares, with a par value of EUR 1.- (one Euro), having the same rights and privileges as the already existing class A shares.

IV. That the board of directors, in its board meeting of December 16, 2008, has accepted the subscription of the total of 750,000 (seven fifty thousand) new class A shares with a par value of EUR 1.- (one Euro), together with the payment of a share premium of EUR 7.- (seven Euro) per share, as follows:

- SOFINNOVA CAPITAL V FCPR, an investment fund duly organised under the laws of France, with seat and principal office at 17, rue de Surène, 75008 Paris: four hundred eighty-seven thousand and five hundred (487,500) new class A shares.

- NEOMED INNOVATION IV L.P., with registered office at 13, Castle Street, Jersey JE4 5UT, Channel Islands: two hundred sixty-two thousand and five hundred (262,500) new class A shares.

V. That all these new class A shares have been entirely subscribed by the aforesaid subscribers and fully paid up, together with the share premium, by contributions in cash to the Company so that the total amount of six million euro (EUR 6,000,000.-) is at the free disposal of the Company, as was evidenced to the undersigned notary by presentation of the supporting documents for the relevant payments.

VI. That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, paragraph one of Article 5 of the articles of association is therefore amended and shall read as follows:

"5.1 The issued share capital of the Company is set at two million two hundred fifty thousand Euro (EUR 2,250,000.-), divided into one million two hundred fifty thousand (1,250,000) class A shares (the Class A Shares) and one million (1,000,000) ordinary shares (the Ordinary Shares) each share with a nominal value of one Euro (EUR 1.-), all subscribed and fully paid-up (collectively referred to as the Shares). The holders of Class A Shares are referred to as the Class A Shareholders. The holders of Ordinary Shares are referred to as the Ordinary Shareholders. The holders of Class A Shares are jointly referred to as the Shareholders."

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed are estimated at approximately thirty-three thousand five hundred euros (EUR 33,500.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le seize décembre ,

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Maître Benoît Charpentier, avocat, demeurant à Luxembourg,

Agissant en sa qualité de mandataire spécial du Conseil d'administration de Creabilis S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 12, rue Léon Thyès, L-2636, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, constituée le 2 décembre 2008 suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

En vertu de l'autorité lui étant conférée par les résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société en date du 16 décembre 2008, une copie desdites résolutions, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Lequel Comparant, agissant en sa-dite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000,-) divisé en cinq cent mille (500.000) actions de catégorie A ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) et un million (1.000.000) d'actions ordinaires, ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1,-)

II. Qu'en vertu de l'article 5 des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société a été fixé à deux millions (2.000.000) d'actions de catégorie A, ayant chacune une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) et qu'en vertu du même article 5, le conseil d'administration de la Société a été autorisé à procéder à des augmentations du capital de la Société.

III. Que le Conseil d'administration de la Société, par sa décision du 16 décembre 2008, et en conformité avec les pouvoirs lui étant conférés en vertu de l'article 5 des statuts de la Société, a décidé sous réserve de la confirmation par la banque de la disponibilité des fonds de souscription, laquelle confirmation est intervenue le 16 décembre 2008, une augmentation du capital social souscrit à concurrence de sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000,-) en vue de porter le capital souscrit à deux millions deux cent cinquante mille euros (EUR 2.250.000,-) par la création et l'émission de sept cent cinquante mille (750.000) nouvelles actions de catégorie A, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune et jouissant des mêmes droits et privilèges que les actions de catégorie A existantes.

IV. Que le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 16 décembre 2008, a accepté la souscription de la totalité des sept cent cinquante mille (750.000) nouvelles actions de catégorie A, ensemble avec le paiement d'une prime d'émission de sept euros (EUR 7,-) par action de catégorie A comme suit:

- SOFINNOVA CAPITAL V FCPR, un fonds avec siège social à 17, rue de Surène, 75008 Paris: quatre cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (487.500) nouvelles actions de catégorie A

- NEOMED INNOVATION IV L.P., avec siège social au 13, Castle Street, Jersey JE4 5UT, Channel Islands: deux cent soixante-deux mille cinq cents (262.500) nouvelles actions de catégorie A.

V. Que toutes les nouvelles actions de catégorie A ont été entièrement souscrites par les souscripteurs susnommés et libérées intégralement, ensemble avec une prime d'émission, par des versements en numéraire à la Société de sorte que la somme de six millions d'euros (EUR 6.000.000,-), se trouvent dès à présent à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de libération.

VI. Que suite à la réalisation de l'augmentation du capital social souscrit décrite ci-dessus, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital.** Le capital social émis de la Société est fixé à deux millions deux cent cinquante mille Euros (EUR 2.250.000,-) divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) actions de classe A (les Actions de Classe A), et un million (1.000.000) d'actions ordinaires (les Actions Ordinaires) chaque action ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), toutes souscrites et entièrement libérées (désignées collectivement comme les Actions). Les détenteurs d'Actions de Classe A sont désignés comme les Actionnaires de Classe A. Les détenteurs d'Actions Ordinaires sont désignés comme les Actionnaires Ordinaires. Les détenteurs d'Actions de Classe A et d'Actions Ordinaires sont désignés conjointement comme les Actionnaires."

Frais

Les frais incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes sont évalués sans nul préjudice à la somme de trente-trois mille cinq cents euros (EUR 33.500,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. A la requête du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et, après lecture faite au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. Charpentier et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 décembre 2008. LAC/2008/51665. Reçu trente mille euros Eur 0,5% = 30.000,-

Le Receveur (signé): Franck Schneider.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009002616/5770/125.

(080192106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

OCM Luxembourg Real Estate Investments II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.807.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009002583/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX09912. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

dfl Luxembourg Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.950.003,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 133.151.

Les comptes annuels pour la période du 31 octobre 2007 (date de constitution) au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009002584/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2008, réf. LSO-CX09911. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Top Up TV International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 135.957.

In the year two thousand and eight, on the sixth day of August.

Before US Maître Paul BETTINGEN, notary, residing in Niederanven.

There appeared:

Top Up TV Europe Limited, a private limited company incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered seat at 22 Grenville Street, St. Helier, Jersey, JE4 8PX, and registered with the Register of Companies of Jersey under number 93261, here represented by Renee Aakrann-Fezzo, private employee, with professional address Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing company is the sole shareholder of the private limited liability company established in Luxembourg under the name of Top Up TV International (hereinafter referred to as the "Company"), having its registered seat at 45, Boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Company Register section B under number 135.957, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated January 4th, 2008, published in the Memorial C, number 551 on March 5, 2008, modified by a deed of undersigned notary on April 2, 2008, published in the Memorial C, number 1211 on May 20, 2008.

II. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1.- Extension of the object of the company and amendment of article 2 of the Articles of Incorporation as follows:

" **Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the provision of management, business development and technical consultancy services to its group companies.

The Company may further acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all execute operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes."

2.- Sundries.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

Sole resolution:

The sole shareholder decides to extend the object of the company and to amend article 2 of the Articles of Incorporation as follows:

" **Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company is the provision of management, business development and technical consultancy services to its group companies.

The Company may further acquire and sell real estate properties, for its own account, either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all execute operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with the present deed have been estimated at about one thousand one hundred euros (EUR 1,100.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney in fact of the person appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille huit, le six août.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

Top Up TV Europe Limited, une société à responsabilité limitée constituée et en existence selon les lois de Jersey, avec siège social au 22 Grenville Street, St. Helier, Jersey, JE4 8PX, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Jersey sous le numéro 93261, ici représentée par Madame Renée Aakrann-Fezzo, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

La partie comparante, représentée comme stipulé ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que la comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de Top Up TV International (la "Société"), avec siège social au 45, Boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 135.957, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 4 janvier 2008, publié au Mémorial C numéro 551 du 5 mars 2008, modifié suivant acte reçu par le notaire soussigné le 2 avril 2008, publié au Mémorial C numéro 1211 du 20 mai 2008.

II. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Elargissement de l'objet social de la société et modification de l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Un objet supplémentaire de la Société est la prestation de services en matière de conseil de gestion, de développement et la prestation de conseil technique aux sociétés du groupe.

La société peut acquérir et vendre des biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que exécuter toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets."

2.- Divers.

III. Que l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

Unique résolution:

L'associé unique décide d'élargir l'objet social de la société et de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Un objet supplémentaire de la Société est la prestation de services en matière de conseil de gestion, de développement et la prestation de conseil technique aux sociétés du groupe.

La société peut acquérir et vendre des biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que exécuter toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets."

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la mandataire du comparant, elle a signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande de ce même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Signé: Renée Aakrann-Fezzo, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 6 août 2008. LAC/2008 /32912. Reçu € 12.- (douze euros)

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, Délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 décembre 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2009002629/202/135.

(080192230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Corestate Investments 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 119.004.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009002704/6341/13.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09879. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Côté Jardins s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9573 Wiltz, 15, rue Michel Thilges.

R.C.S. Luxembourg B 107.482.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 26 décembre 2008.

SAIL S. a.

Kaiser Alain

Adm. dél.

Référence de publication: 2009002511/2114/15.

Enregistré à Diekirch, le 12 décembre 2008, réf. DSO-CX00182. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080192267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

I.S.H. s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9511 Wiltz, 114, rue Aneschbach.

R.C.S. Luxembourg B 127.435.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz.

Pour la Société

ISH SARL

Signature

Référence de publication: 2009002499/557/15.

Enregistré à Diekirch, le 19 décembre 2008, réf. DSO-CX00311. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080191623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Alize S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 93.158.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009001650/657/16.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07489. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Cenissa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 122.817.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 12 décembre 2008

1. M. Cornelius Martin BECHTEL a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.

2. M. Jacques CLAEYS, administrateur de sociétés, né à Namur (Belgique), le 29 septembre 1952, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 12/12/2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CENISSA S.à r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009001819/29/19.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08043. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Hoffmann Josette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7415 Brouch, 70, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 106.092.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

30.12.2008.

Signature.

Référence de publication: 2009002497/800866/12.

Enregistré à Diekirch, le 30 décembre 2008, réf. DSO-CX00505. - Reçu 91,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080191797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.
